

# China Analysis

## Les Nouvelles de Chine

No. 15 Septembre-Octobre 2007

<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>1</b>
<b>POLITIQUE INTERIEURE.....</b>	<b>2</b>
1. Dernière ligne droite avant le 17 <sup>ème</sup> Comité Central.....	2
2. Entre maoïsme et démocratie, le Parti cherche une idéologie.....	4
3. L'avènement de la ligue de la jeunesse communiste, une bonne chose pour la Chine ? .....	7
<b>ECONOMIE.....</b>	<b>9</b>
4. La loi anti-monopole favorise-t-elle vraiment la concurrence ?.....	9
5. La difficile question du logement.....	11
6. La restructuration chaotique des entreprises chinoises.....	13
7. Le nouveau rôle du <i>Private Equity</i> en Chine.....	15
8. La réévaluation du Yuan, dernier espoir pour éviter la crise ?.....	18
<b>AFFAIRES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES.....</b>	<b>21</b>
9. La politique extérieure du Président Sarkozy.....	21
10. L'APL, enfin indispensable aux Américains.....	23
11. Le monde harmonieux, réponse au choc des civilisations.....	26
12. Les exercices militaires annuels de Taiwan.....	28
<b>PRESSE TAIWANAISE.....</b>	<b>31</b>
13. Ma Ying-jeou déçoit Pékin.....	31
14. Implications stratégiques et électorales des projets de référendum d'entrée à l'ONU.....	34

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, *China Analysis – Les Nouvelles de Chine* est dirigé par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. *China Analysis – Les Nouvelles de Chine* s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

[www.centreasia.org](http://www.centreasia.org)

## AVANT PROPOS

A l'heure où s'ouvre à Pékin le 17<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste chinois, ce numéro de **China Analysis** témoigne d'une Chine partagée entre des certitudes sur son modèle de développement et des doutes importants, qui vont jusqu'à inclure au sommet le renouvellement des dirigeants. Peut-être n'est-ce que le fruit de spéculations d'avant la décision, mais le pouvoir si entier de Hu Jintao serait aujourd'hui limité quand il s'agit de désigner les successeurs de la « cinquième génération », destinée à prendre le relais dans cinq ans. .

Malgré les succès économiques et internationaux, n'est-ce pas le système politique et la faiblesse de son idéologie, malgré les trouvailles de ces dernières années, qui posent problème ? Bien des Chinois se réjouissent de l'effacement de l'idéologie, qui leur semble assurer le pragmatisme et la modération des conflits. Mais un factionnalisme sans débats d'idées permet-il d'institutionnaliser la succession au sommet, assure-t-il l'avenir d'un Parti communiste traversé de tensions sur fond de compétition entre les membres de la classe dirigeante ? Il semble que la « société harmonieuse » et le « développement scientifique » n'apportent pas toujours une réponse suffisante.

Sur le plan économique, la Chine développe une forme de nationalisme économique pragmatique, qui emprunte à différents courants théoriques sans inhibition idéologique. Elle cherche des compromis parfois difficiles entre les différents groupes d'intérêts. Par exemple, on fait appel aux fonds d'investissements chinois cotés en devises étrangères sur les marchés offshore pour financer la rénovation industrielle de la Chine, mais avec une extrême prudence réglementaire pour essayer de limiter la volatilité du marché boursier chinois : les échanges quotidiens ont été multipliés par 4 ou 5 à Shenzhen et Shanghai en un an ! Ou encore, régulation de la concurrence, moins par foi libérale en la transparence des marchés que pour doter l'Etat d'un nouvel outil juridique et ainsi contrôler la croissance, et les prises de participations étrangères dans l'économie nationale. On observe aussi une tentative de stabilisation de la flambée des prix de l'immobilier, et aussi de l'alimentation quotidienne, au profit des ménages au pouvoir d'achat limité. Pourtant, Pékin hésite à trancher sur un choix clair de contrôle macroéconomique pour éviter la surchauffe de l'économie chinoise. Et au niveau microéconomique, les restructurations des entreprises d'Etat échappent en grande partie à sa supervision, comme en témoigne l'étude de cas d'une entreprise de construction à Shenzhen.

La question du modèle revient de manière centrale en ce qui concerne les relations de la Chine avec Taiwan. Les relations entre les deux rives feront difficilement l'économie de nouvelles tensions –reste à en prévoir l'intensité- à l'approche des élections présidentielles taiwanaises en mars 2008, avec les projets de référendum d'adhésion à l'ONU proposés par le gouvernement de Taipei puis par l'opposition. Mais la stratégie chinoise de Front uni consistant à miser sur le Kuomintang ne semble pas apporter les bénéfices escomptés. Sans modèle d'unification convaincant pour les Taiwanais, la Chine voit se renforcer les velléités d'indépendance de l'île, aussi risquées soient-elles.

C'est de nouveau sur le terrain diplomatique que la presse chinoise semble afficher la plus belle confiance. Elle se félicite des interactions militaires sino-américaines lors de l'édition 2007 du dialogue Shangri-La, qu'elle impute au besoin des Américains de dialoguer avec Pékin au niveau stratégique. Ce besoin serait révélé par le ton nouvellement conciliant de Washington dans ses critiques de la modernisation de l'armée chinoise. Elle choisit d'accueillir avec optimisme le nouveau Président français, « ami de la Chine » dont ni la solidarité atlantique, ni la volonté d'adopter une diplomatie de valeurs et de réciprocité n'aurait d'influence négative sur l'amitié franco-chinoise. Ces éléments suscitent parfois des accents messianiques, avec la volonté d'exporter la théorie du « monde harmonieux » pour refonder les relations internationales sur un nouveau modèle chinois, instrumentalisant à merveille la pensée confucéenne.

François Godement, Michal Meidan, Mathieu Duchâtel

## **POLITIQUE INTÉRIEURE**

### **1. Dernière ligne droite avant le 17<sup>ème</sup> Comité central**

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Luo Bing, "Le 17<sup>ème</sup> CC prévu dans un mois mais la guerre pour les questions de personnel n'a pas tari", *Chengming*, no. 9, pp. 6-7
- Luo Bing, "Difficultés dans le changement de l'équipe aux affaires étrangères", *Chengming*, no. 9, p. 8
- Chen Qun, "Les huit points positifs de la nouvelle quatrième génération", *Ta Kung pao*, 4 septembre 2007

A la fin du mois d'août, la date d'ouverture du 17<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste chinois a enfin été annoncée. La presse hongkongaise suit de près les luttes internes, aussi bien sur le plan idéologique que sur les questions de renouvellement du personnel politique, et nous livre quelques commentaires concernant les progrès des préparatifs pour l'ouverture du Congrès, le 15 octobre, et sur les désaccords au sein de l'équipe dirigeante.

Si les analyses sélectionnées divergent sur de nombreuses questions, elles sont unanimes sur le besoin pressant de rénover la base idéologique du travail du Parti à l'occasion de ce 17<sup>ème</sup> Comité central (CC). Bien que la substance de cette idéologie fasse l'objet de nombreuses spéculations<sup>1</sup>, il est certain que la nécessité d'une réflexion politique profonde est désormais urgente. Les analystes cités s'accordent pour affirmer que le système politique devient de plus en plus inadéquat pour faire face aux défis compliqués et parfois contradictoires de l'économie et de la société chinoise.

La deuxième question qui occupe les analystes est celle de la composition du prochain comité central. *Ta Kung pao* annonce une restructuration importante, due à la fois à la baisse des effectifs et à une "rationalisation" des structures de gestion. Si à présent, au sein du comité permanent du Bureau politique, l'âge moyen est de 67 ans, au bureau politique,

<sup>1</sup> Voir les précédentes livraisons de *China Analysis* et Michal Meidan, « Entre maoïsme et démocratie : le Parti se cherche une idéologie », dans ce numéro.

il est de 66 ans, et au secrétariat, de 65 ans, le taux de remplacement des cadres au Comité central devrait donc s'élever à environ 50% à l'issue du 17<sup>ème</sup> Congrès.

Les nouveaux membres du 17<sup>ème</sup> CC appartiendront, pour la grande majorité d'entre eux, à la génération des années 1950, cette "génération perdue" qui n'a pas eu l'occasion de se scolariser en raison de la révolution culturelle mais qui a pu, en général, reprendre des études dès 1977. Le niveau de scolarisation est donc plus élevé avec 85% de nouveaux membres ayant terminé trois ans d'études supérieures, et sur le plan local, avec la moitié des cadres détenant un diplôme de master ou de doctorat (ingénieurs ou avocats pour la majorité). De même, le nombre de femmes atteindrait 39% des cadres, et la représentation des minorités ethniques devrait augmenter.

La base de la nouvelle génération des dirigeants du pays sera donc posée au mois d'octobre<sup>2</sup>. Il reste toutefois, d'après *Chengming*, un grand nombre d'incertitudes quant à la composition du groupe dirigeant notamment en raison d'un renouveau de pressions exercées par Zeng Qinghong et la "faction de Shanghai". Ce dernier aurait évoqué, à la fin du mois de juillet, la difficulté de respecter le calendrier de sélection des candidats à temps, et aurait donc proposé de repousser l'ouverture du congrès. Sa proposition a été rejetée, d'après Wu Guanzheng, secrétaire de la commission de discipline et d'inspection du Parti), en raison d'un "manque de temps et de justification". Wu aurait toutefois proposé de charger Hu Jintao des dernières étapes des travaux de préparation du congrès. Seuls Zeng Qinghong, Jia Qinglin et Li Changchun auraient votés contre cette initiative.

Les "anciens" du Parti, d'après *Chengming*, se seraient également prononcés sur les questions liées au renouvellement du personnel politique. Qiao Shi, Song Ping, Li Peng et Yang Baibing entre autres, auraient soutenus

<sup>2</sup> Notons toutefois à ce propos la dénomination choisie par le *Takungpao*: "la nouvelle quatrième génération". En dépit de cette formulation, il semble évident que l'équipe dirigeante qui sera nommée dans cinq ans sera choisie parmi les membres permanents et suppléants du comité central actuel.

Hu Jintao et la consolidation de son pouvoir et se seraient opposés à une initiative visant à donner à Jiang Zemin le rôle de délégué spécial du 17<sup>ème</sup> CC ou à lui octroyer tout pouvoir d'ingérence dans les décisions du Parti.

Or, toutes les questions ne sont pas encore tranchées: il y aurait à présent quatre candidats pour le poste de Président: Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao et Zeng Qinghong<sup>3</sup>, et 11 candidats pour le poste de vice Président: il s'agirait de Zeng Qinghong, Li Changchun, Hui Liangyu (vice premier ministre), Wang Zhaoguo (vice Président du comité permanent de l'APN), Liu Yunshan (membre du secrétariat), Zhang Dejiang (secrétaire du Parti à Guangdong), Zhou Yongkang (membre du secrétariat du Parti, ministre de sécurité publique), Wang Gang (membre du comité central et du secrétariat), Li Keqiang (secrétaire du Parti à Liaoning et successeur désigné de Hu), Liu Qi (membre du bureau politique, ancien secrétaire du Parti à Pékin) et Wang Lequan (secrétaire du Parti au Xinjiang)<sup>4</sup>.

Les difficultés ne se sont pas arrêtées là, toujours d'après Luo Bing. Le travail de renouvellement des équipes de travail dans les ministères et les diverses commissions se heurte à certains obstacles. Si les changements de poste au sein des commissions et des ministères ne seront achevés et annoncés qu'en mars 2008, les travaux de préparation sont déjà en cours, et devraient normalement en être à un stade beaucoup plus avancé. De 12 commissions subordonnées au comité central, seules les compositions de 5 ont été arrêtées, et parmi les 71 commissions de rang ministériel sous l'égide du Conseil d'Etat, seulement 9 ont été définitivement établies.

Le bureau politique aurait divisé la tâche de la façon suivante: Wen Jiabao et Li

Changchun seraient responsables des changements d'équipe aux affaires étrangères, Hu Jintao et Cao Gangchuan seraient chargés des changements dans le domaine de la défense nationale, et enfin, Wu Bangguo et Wu Guanzheng, des départements de la propagande. Or, le plus grand problème se trouverait dans le remplacement de Tang Jiaxuan aux affaires étrangères.

Hu Jintao aurait proposé que Dai Bingguo remplace Tang Jiaxuan dans ses fonctions de conseiller d'Etat mais d'autres (restés sans précision) auraient rétorqué que son expérience dans la gestion des relations internationales était insuffisante. Le nom de Yang Jiechi aurait également circulé pour ce poste, mais il ne disposerait pas, selon certains, des qualités et du talent nécessaire pour gérer les grandes questions internationales<sup>5</sup>. Tang Jiaxuan aurait quant à lui, mis en avant la candidature de Wang Yi (vice-ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur au Japon).

Enfin, même la succession de Li Keqiang a été brusquement remise en cause avec de nouvelles informations concernant l'émergence d'un nouveau candidat: le secrétaire du Parti à Shanghai, Xi Jinping<sup>6</sup>. Au-delà de la signification que cette hypothèse pourrait avoir par rapport aux luttes factionnelles, une telle évolution poserait des questions relatives à la stabilité relative de la transition et au pouvoir réel de Hu Jintao.

---

<sup>3</sup> Il semble toutefois impossible d'imaginer qu'il y ait une véritable chance que Hu Jintao soit remplacé. Les propos de Luo Bing dans ce contexte vont à l'encontre de toutes les autres analyses qui estiment que Hu Jintao garde les reines du pouvoir.

<sup>4</sup> L'auteur ne rentre toutefois pas dans les détails des questions débattues, et de ce fait la nature des débats reste vague, et les informations, parfois imprécises.

---

<sup>5</sup> Alors qu'il occupe actuellement le poste de ministre des Affaires étrangères!

<sup>6</sup> Voir Chua Chin Hon, "Hu's Plan to Anoint Successor May Hit a Snag", *Straits Times*, 28 septembre 2007 et Benjamin Kang Lim, "Shanghai Party boss tipped for higher office-sources", *Reuters*, 25 septembre 2007

## 2. Entre maoïsme et démocratie: le Parti cherche une idéologie

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Liu Xiaobo, "L'idéologie troublée de Hu Jintao", *Chengming*, Septembre 2007, pp. 19-22
- Luo Bing, "Quatre intellectuels se prononcent: le Parti doit se réformer", *Chengming*, Septembre 2007, pp. 9-10
- Mu Muying, "Un colloque théorique expose le désespoir du Parti", *Chengming*, septembre 2007, pp. 11-12
- Li Rui<sup>7</sup>, « Lettre ouverte au 17<sup>ème</sup> congrès: Avis sur la réforme du Parti », *Yanhuang Chunqiu*, no. 10, octobre 2007

L'abondance de nouveaux slogans politiques témoigne-t-elle de la reprise en main par Hu Jintao de la réflexion politique ou reflète-elle, au contraire, le désarroi dans lequel se trouve la PCC quant à ses fondements idéologiques?

La presse hongkongaise semble opter pour la deuxième réponse. Pour les analystes de la vie politique chinoise, le constat que l'idéologie marxiste ne permet plus aux élites chinoises de répondre aux besoins d'une société désormais plus diversifiée ou aux défis posés par une économie plus complexe, est devenue chose courante. La réflexion politique, selon eux, doit absolument évoluer pour être en phase avec la réalité d'une Chine après près de trente ans de réformes et d'ouverture. Après les "trois représentativités" de Jiang Zemin, aucune innovation politique n'a émané du Parti, créant un vide et une baisse de motivation.

Pendant les mois de juillet et d'août, le gouvernement central a donc réuni une conférence de travail, organisée en deux volets, réunissant des experts issus des départements de recherche du Parti, de l'école du Parti, du ministère de la

---

<sup>7</sup> Li Rui était le secrétaire personnel de Mao Zedong dans les années 1950, mais après avoir critiqué les excès de Mao, il a été emprisonné avant de devenir un allié important de Hu Yaobang dans les années 1980.

Propagande, de l'Académie chinoise des sciences sociales et des experts issus des branches locales de ces institutions, autour de la question de la construction idéologique et théorique. Hu Jintao, qui a participé à la deuxième partie du colloque, aurait souligné l'importance de consolider une ligne idéologique servant de guide au Parti et à la population, faute de quoi, les acquis du pays ne pourraient être consolidés et approfondis.

Les experts réunis, toujours d'après *Chengming*, auraient souligné ce vide idéologique et l'incapacité du marxisme à le combler, d'où la nécessité d'affirmer la constitution comme fondement de l'activité politique du pays. Pour les experts, la nature et les fondements socialistes du pays s'étant effondrés, des contradictions sociales, politiques et économiques font désormais surface et il devient urgent de leur apporter des solutions. Dans certaines provinces, poursuivent-ils, la société peut être qualifiée de "capitaliste avec des caractéristiques chinoises"... Le développement en deux temps de la réforme économique d'une part et de la réforme politique d'autre a laissé émerger des groupes privilégiés et a donné lieu à une polarisation profonde de la société chinoise, approfondissant la rupture avec ses fondements socialistes.

De même, la notion de "stabilité avant tout" a été mise en cause par les participants au colloque, car elle a donné une nouvelle légitimité à la gouvernance par la personne et le Parti (par opposition au gouvernement par la loi, ou *rule by law*) et à une nouvelle forme de concentration du pouvoir. De ce fait, plus on lutte contre la corruption, plus on devient corrompu, donnant lieu à une forme de "corruption structurelle". Qui plus est, au nom de la "stabilité avant tout" une pression est exercée sur la société et empiète sur ses droits civils. Le Parti ne peut donc pas faire l'économie d'une réforme de la constitution et de ses propres statuts. r

Dans cette veine, la rencontre de Wen Jiabao avec quatre intellectuels proéminents a été l'occasion pour Zhu Guangya, le physicien qui a participé à la fabrication des premières bombes atomiques chinoises, d'avertir le Parti:

sans réforme, il perdra le pouvoir<sup>8</sup>. La solution, selon Qian Xuesen, père fondateur du programme spatial chinois, est le gouvernement par la loi, et la supervision des instances politiques par des instances juridiques indépendantes.

Si le constat des problèmes sociaux fait l'unanimité, le débat reste fébrile quant aux solutions à leur apporter et la voie à prendre pour réforme le système politique. Liu Xiaobo choisit de relater deux séries récemment diffusés à la télévision chinoise pour faire part du désarroi des dirigeants chinois: le premier téléfilm, intitulé "l'émergence des puissances", a étudié l'émergence et le déclin de neuf puissances historiques. La réalisation de ce documentaire, appuyée par les plus hautes instances dirigeantes chinoises, porte un jugement favorable sur les puissances des Etats-Unis et du Royaume-Uni, ainsi que sur les valeurs qu'elles représentent: commerce libre, économie de marché et démocratie constitutionnelle. Comparé par certains à *He Shang*<sup>9</sup>, cette série pourrait se comprendre comme une annonce par MM. Hu et Wen de leurs intentions sur le plan des réformes politiques. Or, d'une teneur complètement différente, se trouve un documentaire intitulé "Vigilance en temps de paix" (qui aurait été appuyé par Hu Jintao lui-même), qui explique le déclin de l'Union soviétique, et en tire des conclusions. Essentiellement, c'est la réfutation de l'héritage de Staline et la trahison du marxisme-léninisme, entamée par Khroutchev et suivie par Gorbatchev et Eltsine qui ont été déterminants pour le déclin de la puissance soviétique. Pour Liu Xiaobo, la diffusion de ces deux documentaires est une manifestation patente de l'indécision de la direction chinoise quant à la rénovation idéologique du parti. Selon lui, la polarisation sociale a conduit Hu Jintao à chercher des réponses dans l'idéologie maoïste. Mais le maoïsme, poursuit-il, a été discrédité il y a

longtemps, remplacée par le sentiment nationaliste et des slogans creux. Il en résulte que l'équipe dirigeante emmène bien la Chine dans une certaine direction, mais sans savoir où elle s'arrêtera. MM. Hu et Wen chercheraient donc à combler le vide idéologique par un retour au maoïsme mais en raison de la faiblesse de leur autorité politique<sup>10</sup> et de l'émergence de groupes d'intérêts forts, ils pourront difficilement accepter "les valeurs et institutions d'une culture politique moderne". D'autre part, le retour à l'idéologie maoïste semble, elle aussi, peu probable car "l'opportunisme et le pragmatisme politique de Deng ont transformé le Parti en calculateur habile de coûts et de bénéfices", qui pourra difficilement retrouver des modes de fonctionnement plus rigides.

S'il n'est pas rare de lire ce genre de commentaires dans la presse hongkongaise, qui appelle ouvertement à la démocratisation du système politique chinois et à la libéralisation de la société, un appel similaire est venu également de Pékin. Dans le dernier numéro de *Yanhuang Chunqiu (China through the Ages)*<sup>11</sup>, l'ancien secrétaire personnel de Mao Zedong publie une lettre ouverte à Hu Jintao dans laquelle il plaide la cause de la démocratie constitutionnelle en Chine (tout en évitant de parler d'élections multipartites), et demande la liberté de presse, d'expression et de publication. Dans son texte, et par rapport à ses prédécesseurs dans le débat démocratique, Li Rui va très loin dans ses revendications, mais aussi dans l'habileté de son argumentation.

D'abord, il parle en termes de "crise imminente" pour décrire l'urgence de la réforme politique, qui traîne trop loin derrière la réforme économique, avant de passer à l'éloge de la démocratie. Citant Chen Duxiu et faisant appel au sentiment de solidarité des vétérans du Parti communiste chinois<sup>12</sup>, Li Rui prône

<sup>8</sup> La rencontre entre Wen et les quatre intellectuels a été relatée par la presse officielle mais cette dernière ne fait pas état de telles discussions entre eux. Voir "Premier Wen pays visits to senior scientists", *Xinhua*, 6 août 2007.

<sup>9</sup> Il s'agit d'une série télévisée, dont la réalisation a été appuyée par Zhao Ziyang, diffusée en Chine à partir de juin 1988 qui a suscité un débat concernant la poursuite des réformes politiques en Chine. Sa diffusion a ensuite été interdite.

<sup>10</sup> On notera toutefois que de nombreux analystes estiment que le tandem Hu Jintao a consolidé son pouvoir politique, voir Cheng Li; "Anticipating Chinese Leadership Changes at the 17th Party Congress", *China Brief*, vol. 7 no. 6, mars 2007.

<sup>11</sup> Pour de récentes publications aussi controversées dans cette revue, voir la précédente livraison de *China Analysis*

<sup>12</sup> Li Rui a adhéré en 1937

l'adoption de la démocratie en Chine. "La démocratie n'est pas exclusivement capitaliste, c'est un concept qui n'est pas lié à une classe sociale mais qui est l'émanation de longues années de lutte. Avant la révolution communiste [en Chine], l'objectif était d'abattre l'anti-socialisme, or, une fois arrivé au pouvoir, nous avons regrettamment perdu de vue de vue et nous avons fait du capitalisme et de la bourgeoisie nos principaux ennemis. En adhérant au Parti, nous nous opposons à la domination autocratique de Tchang Kai-shek avec une seule idéologie, un seul parti et un seul dirigeant. Nous voulions fonder une Chine nouvelle, libre, démocratique, forte et prospère".

Li Rui voudrait voir en Chine une étude critique de l'histoire du pays et du Parti, afin d'accorder moins d'importance à l'héritage de Mao et de repenser la place de sa pensée dans les fondements idéologiques du pays. "Après 1949, le pays a subi des pertes importantes, non seulement matérielles, mais aussi intellectuelles. Ces sont des phénomènes détestables qui n'auraient pas pu survenir dans un système démocratique avec un équilibre des pouvoirs (...). Je crois que la racine du problème vient de l'intérieur du Parti". D'où, pour lui, la nécessité pour le Parti de se reformer: le Parti ne peut plus rester une classe privilégiée, et devra être exemplaire dans son application de la constitution. Il devra également garantir la liberté de la presse et de l'expression et, se soumettre ainsi au contrôle du peuple. Dans l'histoire contemporaine, de nombreux partis autocratiques ont accompli la transition vers le gouvernement par la loi, c'est une tâche historique qu'il nous reste à accomplir". Pour reprendre le programme politique formulé à l'occasion du 13<sup>ème</sup> CC<sup>13</sup>, qui devrait, selon Li Rui, être étudié à nouveau, il prône le retrait du Parti de tous les échelons du gouvernement. Le "parti au pouvoir devrait respecter la loi et limiter ses actions aux périmètres définis par la loi... le Parti doit bien entendu gouverner, mais (...) en recevant l'aval du parlement et du gouvernement pour ses actions. Le Parti ne devrait pas être autorisé à intervenir dans l'activité du gouvernement,

de même que le pouvoir judiciaire devrait être indépendant".

La démocratie constitutionnelle serait donc la seule réponse pour la Chine, mais l'adopter voudrait dire faire respecter la constitution par tous, éduquer la population chinoise à la connaissance de ses droits et introduire des enseignements, tels l'éducation civique, afin de renforcer la conscience citoyenne des Chinois. "Nous avons modifié la constitution sept fois, mais elle reste inefficace. Dès son arrivée au pouvoir, le Président Hu Jintao a mis un accent sur la constitution. Ceci a donné de l'espoir à la population." Li Rui se positionne ainsi clairement à l'intérieur du système et du Parti, et ne demande au Parti rien de plus que de respecter ses promesses.

Enfin, pour Li Rui le principe de "stabilité avant tout" ne pourra que condamner la réforme à une fin précoce. "La démocratie est une bonne chose (...), elle ne pourra que promouvoir la stabilité sociale. Certes, chaque pays à des conditions et des expériences qui lui sont propres", évoquant les affirmations que le Chine ne devrait pas copier aveuglement d'autres systèmes politiques<sup>14</sup>, "rien ne sert d'imiter pour imiter, mais nous pouvons bénéficier d'une vaste expérience. Nous devons évaluer avec prudence les leçons de l'Histoire".

Même s'il semble peu probable qu'une réforme politique approfondie soit annoncée par Hu Jintao au moment du 17<sup>ème</sup> CC, les pressions réformistes se font sentir dans les débats reflétés par la presse. L'urgence d'une nouvelle réflexion politique est souvent évoquée, mais les éléments de cette réflexion semblent être en gestation. Les dernières livraisons de la revue *Yanhuang Chunqiu* sont absentes de l'Internet, mais les textes sont reproduits par d'autres sites, faisant preuve d'une part de la volonté des organes de la propagande de limiter l'étendue de ces débats, et d'autre part de l'impossibilité (ou de la résignation à l'impossibilité) de les faire disparaître complètement.

La presse estime en effet que l'innovation politique annoncée le 15 octobre se

<sup>13</sup> Les réformes proposées par Zhao Ziyang et Hu Yaobang en 1988

<sup>14</sup> Voir "Le débat démocratique n'est plus étouffé", *China Analysis* no 14.

limitera à l'introduction des slogans comme "la société harmonieuse" et le "développement scientifique" dans la constitution. Or, vu la prolifération des débats, le changement constitutionnel annoncé ira-t-il plus loin?

### 3. L'avènement de la ligue de la jeunesse communiste est-elle une bonne chose pour la Chine?

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Hu Shaojiang, "Le *tuanpai* accède aux cercles dirigeants", *Dongxiang*, no. 264, septembre 2007

Le changement de l'équipe dirigeante à Pékin à l'occasion du 17<sup>ème</sup> Congrès devrait marquer la consolidation d'une nouvelle faction politique en Chine: le *tuanpai*, ou la faction de la ligue de la jeunesse communiste.

La revue hongkongaise *Dongxiang* tâche dans cet article de répondre à deux questions: qui sont les membres de cette faction? Quelles seront les implications de leur arrivée au pouvoir pour la Chine?

Les membres du *tuanpai* sont des cadres issus des rangs de la ligue de la jeunesse communiste, associés à Hu Jintao, qui a été le secrétaire du comité central de la ligue entre 1982 et 1985. La ligue de la jeunesse communiste se destine à être la "réserve" du PCC, son objectif affiché étant de produire des cadres pour le parti et des successeurs pour tous les niveaux de la direction politique. La ligue est une des plus importantes institutions politiques de la RPC, avec, en 2002, vers 70 millions de membres, employant 181 000 cadres<sup>15</sup>. Plusieurs dirigeants chinois sont issus des rangs de la ligue dont notamment Hu Yaobang, Hu Qili et Li Ruihuan mais jusqu'à présent, peu de membres de la ligue ont occupé les plus hautes instances du parti. Or, pour Hu Shaojiang, avec l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao, leur émergence est à présent inévitable.

<sup>15</sup> Pour une analyse approfondie du *tuanpai* voir, Cheng Li, "Hu's Policy Shift and the *Tuanpai's* Coming-of-Age", *China Leadership Monitor*, no. 15, 2005

Néanmoins, le jugement que l'auteur porte sur la grande majorité des cadres issus de la ligue est assez négatif. Il distingue entre deux différentes catégories de membres de la ligue: la première catégorie regroupe les cadres qui ont passé peu de temps en son sein.. Ils y ont accédé comme une étape transitoire entre deux postes et ont poursuivi leur carrière en tant que hauts fonctionnaires du gouvernement ou des entreprises d'Etat. L'auteur cite l'exemple de Li Ruihuan, de Wang Zhaoguo, et bien entendu de Hu Jintao. "Il s'agit de personnes très capables, habiles mais brutales dans les luttes de pouvoir. Ces personnes sont toutefois une minorité dans la ligue de la jeunesse communiste".

L'autre catégorie regroupe donc la majorité des cadres de la ligue qui y passent la majeure partie de leur carrière. Ils y ont adhéré pendant leurs études et ont poursuivi des carrières dans les différentes instances de la ligue. Ils sont mutés et promus jusqu'à ce qu'ils accèdent à des fonctions au secrétariat de la ligue ou aux secrétariats locaux, avant d'être enfin nommés à des postes dans le Parti ou dans le gouvernement. Li Keqiang, secrétaire du Parti de la province du Liaoning en est un exemple, ainsi que Li Yuanchao, secrétaire du Parti au Jiangsu et Yuan Chunqing, gouverneur du Shaanxi. "Sauf quelques exceptions, ils ont peu d'expérience dans le vrai travail du Parti ou du gouvernement". Ainsi, pour l'auteur, "la ligue de la jeunesse communiste est en fait l'assistante du Parti" et même si les membres de la ligue sont assez haut placés dans la hiérarchie du système, par rapport à leurs homologues issus des ministères, des compagnies d'Etat ou de l'administration, ils détiennent peu de pouvoir. En outre, étant donné la nature de leur travail, ils ne fonctionnent pas sous les mêmes contraintes et dans des situations aussi variables et complexes que leurs homologues. "La seule manière d'évaluer leur travail est d'estimer leurs capacités à comprendre les exigences de leurs dirigeants". Ils sont donc, selon *Dongxiang*, "moins indépendants, moins entrepreneurs et moins susceptibles d'assumer des responsabilités ou d'avoir des idées innovatrices. Ceci est une conséquence du développement de ces personnes à l'intérieur de la ligue et lorsqu'ils assument des fonctions dirigeantes dans le Parti ou dans le

gouvernement, ils suivent souvent l'inertie de la bureaucratie locale et laissent peu de marque individuelle sur ces bureaucraties"<sup>16</sup>. Ceci devient encore plus flagrant lorsqu'on les compare aux cadres qui ont dû lutter pour leur place dans le système politique chinois et qui, tant bien que mal, ont des personnalités très distinctes comme Xi Jinping, Bo Xilai et Wang Qishan.

De ce fait, conclut l'auteur, l'émergence de la faction de la ligue de la jeunesse communiste est un facteur d'incertitude dans la vie politique chinoise. Si après la révolution culturelle l'heure était à la réconciliation entre un peuple désenchanté et la Parti, les dirigeants qui ont suivi Deng Xiaoping "ont opté pour des solutions faciles" laissant la résolution des problèmes et des contradictions sociales à leurs successeurs.

Or, les membres du *tuanpai*, qui sont peu expérimentés et habiles dans les reines du pouvoir pourront difficilement prendre des décisions rapidement, et de ce fait seraient encore moins en mesure de faire face à la situation explosive actuelle en Chine. De plus, ces "cadres indécis" auront à faire face à deux difficultés supplémentaires dans leurs manœuvres politiques: les technocrates expérimentés et les "princes" (fils d'anciens cadres)<sup>17</sup>.

Et à l'auteur de conclure, "la perte de pouvoir politique sous les *tuanpai* n'est donc pas une hypothèse aussi irréaliste".

---

<sup>16</sup> Notons que Cheng Li, un analyste proéminent de la vie politique chinoise, note de façon moins critique ces différences. Pour lui, les *tuanpai* sont en effet des cadres issus de familles plus modestes et qui ont fait carrière dans les provinces du centre et de l'ouest de la Chine, mais ils sont de ce fait plus adaptés pour mettre en œuvre les politiques "sociales" de Hu Jintao visant à modérer les écarts de revenus et à modifier le mode de croissance. Ils détiennent des diplômes avancés mais ne sont pas des ingénieurs, ce qui laisserait prévoir une génération moins technocratique. Il note toutefois une faiblesse relative de leur expertise en matière de finance, d'économie et de commerce international, ce qui imposerait d'emblée un équilibre plus important avec d'autres factions et notamment la faction associée à Jiang Zemin.

<sup>17</sup> Cheng Li fait remarquer qu'il y a eu dans le passé des "princes" dans les rangs de la ligue mais que ceux-ci sont devenus de plus en plus rares.

## ECONOMIE

### 4. La loi anti-monopole favorise-t-elle vraiment la concurrence ?

Synthèse commentée de Pierre Nordmann, d'après :  
Duan Hongqing, « Les bases d'une 'constitution économique'<sup>18</sup> », *Caijing*, n°193, 3 septembre 2007

La loi antimonopole, en discussion au parlement depuis 1994, a été adoptée le 30 août dernier par l'Assemblée nationale populaire. Au cours de ces années de discussion, cette législation importante a suscité plusieurs polémiques. Dans son état final, **elle laisse de nombreuses questions en suspens : son champ d'application est encore flou, et l'organisation qui sera chargée de veiller au respect de la loi n'est pas entièrement définie.** Pour ces raisons, de nombreux spécialistes mettent en doute l'efficacité de son application.

#### **Le résultat d'un compromis**

En 1987, le gouvernement chinois mit sur pied l'organisation chargée d'élaborer le projet de loi. Toutefois, les conditions d'élaboration de la loi n'étant pas encore mûres, la loi dut être séparée en deux volets cette même année. Le premier volet, qui concerne la protection contre les pratiques anticoncurrentielles, fut adopté en 1993 ; et un an plus tard, le Parlement inscrivit la loi anti-monopole à son calendrier. En raison de plusieurs désaccords au sein de la commission d'élaboration, la discussion de la loi prit 13 ans : la première version ne fut soumise à l'examen du Parlement qu'en 2006.

Cette version initiale, en définissant les différentes formes de monopole - abus de position dominante, cartels et opérations de concentration portant atteinte à la concurrence, posait les principes de la loi anti-monopole. Le projet décidait de l'établissement d'une agence chargée de veiller au respect de la loi anti-monopole,

<sup>18</sup> (经济宪法 *jingji xianfa*, terme employé dans la presse chinoise pour désigner la loi antimonopole)

et énonçait ses fonctions, ses obligations légales et les procédures d'enquêtes et de poursuite à sa disposition. Le texte définissait également les principes de la lutte contre les monopoles administratifs. Après le premier examen de la loi, le Parlement distribua le projet de loi aux gouvernements des provinces, aux différents ministères ainsi qu'aux départements de recherche des universités.

Sur la base des avis recueillis auprès de ces différentes administrations, le parlement amenda le projet de loi. Après deux nouveaux examens au parlement, le projet de loi finit par recevoir l'approbation de l'assemblée.

Dans un entretien à *Caijing*, Wang Baoshu, professeur à la prestigieuse université Qinghua, soulève la remarque suivante : alors que la loi anti-monopole décide de la lutte contre les monopoles administratifs, les principes généraux du texte ne contiennent pas de définition du concept de monopole administratif. Pour Wang Baoshu, cette incohérence était en fait nécessaire à l'adoption de la loi. Car si l'économie Chinoise est essentiellement une économie de marché, l'administration est encore présente de façon indirecte dans tous les secteurs d'activité. C'est particulièrement le cas de secteurs comme l'industrie pharmaceutique, l'éducation, l'édition ou le tourisme, où le protectionnisme local et les pratiques des administrations visant au renforcement de monopoles sont monnaie courante. La loi anti-monopole menaçant de nuire à leurs intérêts, les administrations ont fait obstacle à l'adoption du texte.

**Afin de diminuer les résistances au projet de loi, le contenu dut alors être modifié.** On enleva d'une part la définition du monopole administratif. D'autre part, alors que la loi reconnaît les dangers que représentent les monopoles administratifs, elle ne prévoit pas de sanctions juridiques : le texte demande simplement que les autorités supérieures infligent des sanctions administratives. En conséquence, Wang Baoshu craint qu'en laissant volontairement **un vide sur la question des monopoles administratifs, la loi ne renforce les administrations dans leurs comportements monopolistiques.**

Wang Baoshu aborde ensuite un deuxième point, à propos de l'organisation chargée de veiller au respect de la législation anti-monopole. Dans le régime existant, plusieurs départements, dont la très puissante National Development Reform Commission (NDRC), le Ministère du commerce, et la State Administration for Industry and Commerce (SAIC), détiennent déjà certains pouvoirs relatifs à la prévention contre les monopoles. En raison de la difficulté des attributions de la loi, et de la résistance qui lui était opposée, plusieurs universitaires ont proposé de créer une entité « indépendante » directement placée sous le contrôle du Conseil des affaires d'Etat. (CAE). Elle seule aurait ainsi détenu les pouvoirs d'exécution de la législation anti-monopole.

Mais ici aussi, le projet de loi finalement adopté résulte d'un compromis : le texte indique que le CAE est chargé de créer une agence responsable de l'organisation, de l'harmonisation et de la supervision, en s'abstenant de la créer. Pour Wang Baoshu, l'agence anti-monopole est une coquille vide (虛), car la loi ne fournit pas de précisions sur son mandat. De plus, si les responsabilités d'exécution de la prévention anti-monopole continuent à être réparties sur plusieurs administrations, Wang Baoshu pense que la loi ne pourra pas être appliquée de façon efficace. En conclusion, Wang Baoshu estime qu'en raison des imprécisions de la loi, le gouvernement doit commencer rapidement à établir les décrets d'application. Il considère néanmoins que certains problèmes, comme les monopoles administratifs, ne peuvent pas être résolus par la loi anti-monopole, **et relèvent plutôt de problèmes de réforme du système politique.**

#### **Une question de « sécurité nationale »**

La loi anti-monopole stipule qu'en plus des enquêtes anti-monopoles, la prise de participation dans des entreprises liées à la sécurité nationale est soumise à l'approbation d'une enquête de sécurité nationale en accord avec les lois et règlements appropriés. Cependant, la loi ne précise ni la définition de la sécurité nationale, ni les administrations qui seront en charge de l'examen de la prise de participation, ni les « lois et règlements

appropriés ». La mise en application du texte fait donc l'objet d'une grande attention de la part des investisseurs étrangers.

Dans un entretien accordé à *Caijing*, Thomas E. Jones, juriste spécialisé dans les acquisitions étrangères, estime que si le concept de sécurité nationale n'est pas précisé, **le flou sera une cause d'incertitude dans les projets à long terme des investisseurs étrangers.** Les investisseurs craignent en effet que les autorités chinoises invoquent cette raison pour refuser leurs investissements dans ces secteurs. Toutefois, ces enquêtes de sécurité nationale ne sont pas particulières à la législation anti-monopole chinoise. Pour preuve, les actions du Comité sur les Investissements Etrangers (CFIUS, Committee on Foreign Investment in the US), du Département judiciaire et de la Commission fédérale du commerce aux Etats-Unis ou les dispositifs analogues en Allemagne, au Japon et en France.

D'après Thomas E. Jones, il existe un système rudimentaire d'enquête de sécurité nationale depuis 2006, mais le texte en question met l'emphase sur le concept de **sécurité économique**. Et même si Thomas E. Jones et d'autres spécialistes ont contacté les législateurs sur ce point, ils n'ont pas obtenu de clarifications à propos de la différence entre sécurité économique nationale et sécurité nationale<sup>19</sup>.

Les investisseurs étrangers craignent pourtant des difficultés dans les cas où **une loi utilise le concept de sécurité nationale et un règlement celui de sécurité économique**, car il existe une différence entre les deux principes : la sécurité économique a une portée plus grande que la sécurité nationale. Par exemple, sur plus de 2000 projets d'acquisitions étudiés par les Etats-Unis depuis la mise en place du comité sur les investissements étrangers, un seul projet de prise d'intérêts a été refusé. Ce projet d'investissement de la China National Aero Technology Import & Export Corp. dans une compagnie d'équipement

---

<sup>19</sup> Sur ces questions de sécurité nationale et de fermeture aux investissements étrangers, on se reportera à « L'Economie Chinoise est trop Vulnérable aux Risques Internationaux » ; *China Analysis* n°8, septembre 2006.

aéronautique basée à Seattle était lié à la politique de défense nationale, et relevait donc de la sécurité nationale. Tout en reconnaissant que les enquêtes de sécurité nationale correspondent aux droits régaliens des Etats, Thomas E. Jones espère que le processus d'enquête sera transparent, régulier et prévisible. Il souhaite donc que l'exécutif précise les conditions de l'enquête et émette rapidement les décrets d'application de la loi.

### **Croissance des entreprises chinoises vs. Loi anti-monopole**

Le texte de la loi anti-monopole indique que l'Etat se réserve le droit de protéger les intérêts des industries étatiques reliées aux intérêts vitaux et à la sécurité du pays, mais ne donne pas d'autres précisions sur ces industries.

Répondant à *Caijing* sur ce sujet, Huang Jianchu, expert juridique du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, précise que la loi anti-monopole ne s'oppose pas à ce que les entreprises s'étendent et acquièrent une position dominante : le développement de l'économie de marché n'étant pas encore suffisant en Chine, de nombreuses industries ne seraient pas encore assez concentrées. Or la concentration peut engendrer des économies d'échelle. La loi anti-monopole ne fait donc qu'empêcher l'abus de position dominante et l'excès de concentration, tout en favorisant les acquisitions d'entreprises légales. *Caijing* remarque que Huang Jianchu n'a finalement pas indiqué dans sa réponse quelles étaient les industries « reliées aux intérêts vitaux et à la sécurité du pays ». Tout comme les questions à propos de l'agence anti-monopole et des enquêtes de sécurité nationale, cette question devra être clarifiée dans les lois et décrets d'application à venir.

La loi antimonopole entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008. Il faudra donc résoudre ces problèmes durant les 11 prochains mois, ce que *Caijing* voit comme une tâche longue et difficile (任重道远).

## **5. La difficile question du logement**

Synthèse commentée de Valérie Demeure-Vallée, d'après:

- Shen Xiaojie, "Dix ans de réforme pour faire une nouvelle politique", *Zhongguo Jingji Zhoukan*, n°34, 3 septembre 2007.
- Shen Xiaojie, "Prix des logements: à quels "niveaux convenables" faut-il les stabiliser?", *Zhongguo Jingji Zhoukan*, n°34, 3 septembre 2007.
- Zhang Yishan, "Résoudre le problème du logement est plus important que celui d'être propriétaire", *Zhongguo Jingji Zhoukan*, n°34, 3 septembre 2007.

Le 24 août 2007, le Conseil des affaires d'Etat (CAE) a présidé à Pékin une réunion de travail sur l'immobilier, onze jours après la parution d'un *document n°24* sur la résolution des difficultés de logement des familles aux revenus modestes. Dans un contexte de flambée des prix de l'immobilier, et malgré des politiques de contrôle, les problèmes de logement s'accroissent en Chine. Les instances dirigeantes en sont conscientes. Lors de cette réunion, elles ont tenté de dresser un bilan de la situation et de proposer des mesures pour venir en aide aux plus démunis.

### **Le logement, un problème récurrent que l'Etat doit en partie prendre en charge**

Cela faisait dix ans qu'une réunion de travail sur le logement n'avait pas eu lieu à ce niveau. Pourtant, les problèmes de logements en Chine ne sont pas nouveaux. L'un des aspects les plus problématiques est l'octroi de "logements garantis" (保障房) pour les plus pauvres. Une politique avait déjà été menée en ce sens par le CAE en 1998. Il proposait alors d'octroyer les locaux à usage économique (经济适用房) pour garantir des logements aux plus démunis. Cette mesure a été peu appliquée en raison de la crise économique en Asie du Sud-Est. Selon Ren Yuming, conseiller au CAE et membre permanent de la Conférence politique consultative du peuple chinois, "l'industrie immobilière est devenue une industrie de support, on a utilisé la construction des logements pour soutenir le développement de secteurs comme l'acier ou le ciment". Le marché était

prioritaire par rapport aux garanties de logements pour les plus démunis. Cette tendance s'est accentuée à partir de 2003, le CAE ayant décidé cette année-là de soutenir le développement du marché immobilier, notamment la construction de locaux commerciaux. **La spéculation immobilière aidant, les prix des logements ont flambé dès 2003, et surtout à partir de 2005.** Les politiques de régulation ou de stabilisation sont demeurées inefficaces.

Pour Zhang Yishan, responsable de l'institut de commerce de l'université de Jilin, garantir un logement pour tous relève de la chose publique, on ne peut laisser au marché la responsabilité de régler le complexe problème des logements en Chine. Il faut donc **"s'appuyer sur la puissance du marché, les services publics et les politiques du gouvernement pour améliorer et régler" ce problème.** Il faut faire en sorte que la mission de service public de l'Etat, qui doit loger les plus démunis, soit compatible avec les politiques économiques et marchandes. Ces problèmes ont été traités lors de la réunion du 24 août.

#### ***Loger les plus démunis, améliorer les conditions de logement en ville, veiller à la stabilité des prix sur le marché de l'immobilier***

Deux des thèmes de la réunion du CAE avaient été décrits dans le *document n°24*, publié le 13 août. Le premier porte sur la construction d'un système d'habitation à loyer modéré, le second concerne la résolution des problèmes de logement dans les villes pour les familles aux revenus modestes.

Bien qu'il soit difficile de savoir précisément ce qui a été décidé au cours de cette réunion, dans son article, Shen Xiaojie parle de la réaffirmation d'un double objectif, appelé les "deux 70%" (两个70%). D'une part, "augmenter d'au moins 70% la quantité de surface octroyée pour les commerces de taille petite et moyenne, les locaux à usage économique et les habitations à loyer modéré". D'autre part, "augmenter d'au moins 70% les surfaces des ensembles d'habitations inférieures à 90 m<sup>2</sup>" pour les nouvelles constructions de logement dans les villes. Selon les statistiques communiquées par Rong Junqing, responsable du comité des

spécialistes des politiques de logements au ministère de la Construction, actuellement 10 millions de ménages ont une surface d'habitation inférieure à 10 m<sup>2</sup>.

Pour Ren Zhiqiang, responsable par intérim du groupe Huayuan de Pékin, cette réunion de travail et le *document n°24* ont donné le ton. Selon lui, le gouvernement cherche actuellement à assurer un droit au logement aux familles qui ont des revenus modestes. Quand ce système de garanties sera effectif, les loyers deviendront un outil de régulation du marché soumis au jeu de l'offre et de la demande. Reste que les prix flambent sur le marché de l'immobilier, et qu'il est difficile de contrôler cette tendance. Conscient des limites de son pouvoir d'intervention, les autorités semblent même avoir changé de vocable, comme le fait remarquer Shen Xiaojie, qui note que le **gouvernement a désormais pour objectif de "stabiliser les prix de l'immobilier"** (稳定住房价格) et non plus de "contrôler les prix de l'immobilier" (房价调控) ou de "restreindre l'augmentation rapide des prix de l'immobilier" (抑制房地产价格过快上涨), comme auparavant.

#### ***Une nouvelle politique difficile à mettre en œuvre***

Le CAE a établi une sorte de cahier des charges dans lequel il délègue **aux gouvernements provinciaux le travail de stabilisation des prix de l'immobilier, d'attribution des logements et de garantie des logements pour les plus démunis dans les régions qu'ils administrent.** Les gouvernements municipaux et des districts se voient également confier des responsabilités dans ce domaine.

En pratique cependant, **les objectifs définis par le CAE semblent difficiles à mettre en œuvre.** Certains commentateurs dénoncent un **délai trop court d'application** de ces mesures qui doivent entrer en vigueur en cours d'année. D'autre part, les **demandeurs de logements sont très nombreux et il est difficile de délimiter des "groupes de personnes aux revenus modestes"**, admet le conseiller du CAE Ren Yuming. Beaucoup de demandeurs sont en réalité des employés bénéficiant d'une faible

protection, mais il n'est pas possible de garder ce critère pour les faire entrer dans la catégorie des ménages aux revenus modestes. Pour Yi Xianrong, chercheur à l'institut des sciences sociales de Chine, malgré les extensions prévues par le gouvernement, les personnes considérées comme ayant des revenus modestes, et qui sont susceptibles de bénéficier de logements, représentent 1% de la population urbaine, soit la même proportion qu'avant. Ren Yumin concède également que le gros problème, "c'est le terrain" car il n'y a pas de contrainte sur les prix, et le *mu* de terre est parfois tellement cher, que cela rend difficilement applicable une politique de garantie de logement pour les personnes démunies. Cette flambée des prix du marché freine l'Etat dans sa mission de service public, mais aussi les ménages, dont le pouvoir d'achat diminue: le prix d'achat d'un appartement ou d'une maison représenterait 10 à 20 à fois leurs revenus annuels, au lieu des 3,6 à 4,6 fois préconisés par la Banque mondiale, selon Shen Xiaojie.

## 6. La restructuration chaotique des entreprises chinoises

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :  
 - LU Yanzheng, « Les Incidents de la restructuration (改制) du Shenzhen Construction Group », *Caijing*, n°193, 3 septembre 2007, pp. 66 – 70.

Le processus de réformes des entreprises étatiques, entamée dans les années 1990 est désigné en chinois par le terme **gaizhi** (改制), soit réforme du système (que nous traduirons dans l'article par réformes ou restructuration). Ce terme permet d'éviter d'employer des mots bannis tels que « privatisation » ou « restructuration ».

Le présent article présente l'intérêt de décrire de manière détaillée la *gaizhi* d'un grand groupe détenu par le gouvernement municipal de Shenzhen. Il constitue un excellent exemple des à coups qu'ont pu connaître les réformes des entreprises<sup>20</sup> :

<sup>20</sup> L'international Finance Corporation (IFC, qui dépend de la Banque Mondiale) a publié d'excellentes études sur les *gaizhi* : cf. TENEV, Stoyan, ZHANG Chunlin, BREFORT Loup, *Corporate Governance and Enterprise Reform in China*, IFC, World Bank, 2002, 185 pp. et

on y retrouve les manipulations de la direction du groupe, des ventes d'actifs au rabais, la spoliation des employés... Seuls les liens avec les autorités locales ne sont pas évoqués.

Au moment de la parution de l'article, le processus de réformes devait s'achever fin septembre 2007. Reste que la détermination et l'évaluation des actifs du groupe n'étaient alors pas terminées. « La *gaizhi* est arrivée à un point très sensible » déclarait ainsi en août dernier le président du conseil d'administration de l'entreprise. Ce retard s'explique par les nombreuses irrégularités dont a souffert le groupe depuis le lancement du processus de réforme.

### **La chute d'un fleuron de l'économie de Shenzhen**

Le Shenzhen Construction Group est créé en 1982 en tant qu'entité détenue par le gouvernement local de Shenzhen et spécialisée dans les activités de construction. En 1985, il devient une entreprise à capitaux détenus à 100% par la ville. Il a alors le monopole des ressources immobilières de la ville. Ses activités se diversifient, allant jusqu'au tourisme ou le commerce. Ses actifs atteignent 3 milliards de yuans, avec des profits annuels à hauteur de 200 à 300 millions de yuans. **En quelques années, le groupe se hisse au premier rang des entreprises de la ville.** En 1996, le gouvernement de Shenzhen prend la décision de promouvoir dix entreprises avec des actifs dépassant les 10 milliards de yuans, le Shenzhen Construction Group faisant partie des heureuses élues.

Malheureusement, en 2000, ce plan des « 10 grandes entreprises » (十大) est abandonné, certaines d'entre elles sont mises en faillite. Le groupe connaît une phase de déclin, ses profits et son influence diminuent. En conséquence, les autorités lancent en 2003 la restructuration de ses actifs. Le gouvernement de Shenzhen commence à se retirer des

GARNAUT Ross, SONG Ligang, TENEV Stoyan et YAO Yang, *China's Ownership Transformation. Process, Outcomes, Prospects*. Washington: IFC, World Bank, 2005, 236 pp.

secteurs les plus concurrentiels et impulse la *gaizhi* des entreprises étatiques. 14 firmes sont d'abord concernées par les réformes. Le mot d'ordre est alors « n'autorisons que le succès, interdisons les échecs » (只许成功 不许失败).

### **Le processus de Gaizhi**

Les réformes du Shenzhen Construction Group commencent en 2005, et doivent d'abord durer un an (selon la volonté de la branche locale de la State Assets Supervision and Administration Commission - SASAC, actionnaire des grandes entreprises étatiques détenues par l'Etat central). Les réformes touchent en premier lieu les filières du groupe. Au début de la *gaizhi*, les actifs nets des filiales du groupe s'élèvent à 26 millions de yuans. 360 employés achètent des actions et reçoivent une compensation s'élevant à 60 millions de yuans. Autrement dit, non seulement les employés ayant acheté des actions n'ont rien eu à payer, mais en plus, ils reçoivent des subventions. Ces filières connaissent deux sorts différents : celles qui le peuvent expérimentent la *gaizhi* tandis que celles n'ayant pas les reins assez solides pour le faire sont réintégrées au groupe. A l'heure actuelle, 8 filiales ont connu la *gaizhi*. En mars 2006, 3 filières ont été fusionnées, et quatre autres réabsorbées par le groupe.

Mais les réformes avancent trop lentement. Dans l'espoir de respecter le calendrier, en juin 2005, le président du conseil d'administration, Li Xinfang est démis de ses fonctions en raison de réformes trop molles (改制不力). Le directeur général, Guo Hongzhuang est alors nommé président, tandis que Fang Yibing, directeur général de la Shenzhen Properties and Resources Development (cotée sur le Shenzhen Stock Exchange) devient DG du groupe. Reste que la date butoir de fin 2005 reste irréaliste. Une évaluation de la réforme est cependant menée mais n'empêche pas la fin de la *gaizhi* d'être repoussée fin 2006, selon les exigences du gouvernement central.

Une fois le prix des actifs évalués, des réunions du Conseil d'Administration sont mises en place. Reste que de nombreux problèmes persistent : le groupe souffre toujours de créances douteuses et de nombreux héritages de sa gestion socialiste. Autant d'éléments rendant

difficile la fin des réformes avant la fin 2006. Malgré les efforts et les subventions, la restructuration n'est pas terminée à temps. La fin de la réforme est donc repoussée à mars 2007, avant de l'être à nouveau pour fin septembre.

### **Le partage des parts**

Selon le programme de la réforme, les employés de Shenzhen doivent obtenir 70% des actions, les 30% restant étant des actions étatiques (国有股), ne pouvant être revendues et restant donc sous contrôle de la direction de l'entreprise et devant être transférées à une filière (la Shenzhen Construction Investment). L'ensemble des actions du groupe a une valeur totale de 668 millions de yuans, avec des actifs nets de 1,25 milliards de yuans.

Ce plan n'est pas sans poser de problème. Les détenteurs de 70% des parts sont tous des petits actionnaires. Il leur sera difficile de se réunir. En revanche, la direction de l'entreprise en conservant 30% des parts garde un pouvoir très important. Certains soupçonnent en outre les dirigeants de l'entreprise d'avoir passé des accords tacites avec certains petits actionnaires et d'être prêts à sacrifier les dividendes de ceux-ci à leur profit. Autrement dit, le droit de représentation est biaisé. D'autant plus que de l'avis même de Fang Yibing, DG du groupe, en raison de l'actionnariat très dispersé du groupe, rassembler 36% des parts de la société permet d'obtenir le contrôle des décisions.

Le plus gros problème vient cependant de la méthode utilisée pour la redistribution des actions. D'après le projet présenté le 15 mars de cette année, une première étape prévoit qu'environ 600 employés du groupe rachètent des actions. Les employés sont à cet effet répartis en trois groupes : en tout les « employés ordinaires » (普通工员) peuvent détenir entre 6,13 et 32,7% des actions du groupe ; les « employés intermédiaires » (中层工员) entre 6,32 et 15,8% et la direction entre 7 et 9%. Dans le même temps, il est prévu que les futurs membres de la direction puissent acheter 12,62% des actions. Le président du conseil d'administration est quant à lui autorisé à détenir 1/5 des actions de l'ensemble du CA.

Or, chaque employé devrait verser au minimum 150 000 yuans pour obtenir les actions, somme qui n'est naturellement pas accessible à la plupart d'entre eux. Il existe donc deux solutions pour les invendues : soit elles n'excèdent pas 20%, alors il est prévu qu'elles soient gardées par la Shenzhen Construction Investment; soit elles excèdent 20% et leur achat est alors proposé à la direction. Dans tous les cas de figures, le processus permet à la direction d'obtenir dans le processus un grand pouvoir de contrôle. Or, dans le processus, si les employés n'achètent pas toutes les actions (ce qui paraît extrêmement probable); celles-ci seront bradées pour être vendues à la direction (elles rétrécissent au lavage, 缩水). Autrement dit, les employés vont payer le prix fort pour acheter des actions, tandis que la direction devrait pouvoir les acheter au rabais.

#### **La vente aux rabais**

Cependant, les problèmes ne s'arrêtent pas là : le groupe s'est ainsi vu mêlé à une affaire de « vente au rabais » (贱卖). En septembre 2006, Fang Yibing a ainsi vendu 3080 m<sup>2</sup> d'appartement à 9500 yuans le m<sup>2</sup>. Trois mois après, les prix descendaient encore à 8100 ou 8000 yuans le m<sup>2</sup> dans une vente à une entreprise privée. Cette vente a attiré l'attention des autorités : en effet, les prix au mètre carré à Shenzhen approchent les 30 000 yuans.

Enfin, le groupe aurait également signé avec une entreprise du nom de Foshan la vente d'appartements pour laquelle celle-ci aurait versé un acompte. Ce qui n'a pas empêché le groupe de revendre ensuite ces appartements à trois personnes dont on ignore l'identité. Ces trois personnes ont par la suite revendu les appartements à 26 000 yuans le m<sup>2</sup>. Ces transactions ont attiré l'attention des autorités de la ville et une enquête est en cours.

Preuve que 10 ans après l'accélération des réformes, la restructuration de certaines entreprises reste encore en chantier.

## **7. Le nouveau rôle du *Private Equity* en Chine**

Synthèse commentée de Jules-Guillaume Friol, d'après :

- Dossier spécial, « Le *Private Equity*, ce rêve chinois », *Caijing*, 9 juillet 2007  
- Zhao Juan, « Un changement d'orientation pour le *Private Equity* en situation de grâce », *Jingji Guancha* (Observateur économique), 1<sup>er</sup> octobre-8 octobre 2007

Le *Private Equity*<sup>21</sup> en Chine se dote d'une nouvelle signification après les changements de régulation successifs survenus depuis un an. Alors qu'il était à l'origine une forme d'ingénierie financière aboutissant à la cotation d'actifs chinois sur des marchés outre-mer (les *red chips* ou 红筹), le *Private Equity* se veut de plus en plus l'outil de Pékin pour une croissance durable de ses firmes « privées » (民营企业 ou 私营企业) ou la réforme des entreprises d'Etat – avec pour horizon les marchés domestiques de Shanghai ou Shenzhen. Mais cette stratégie est-elle soutenable ?

### **Good Bye Red Chips, Long Live A Market**

Jusqu'en septembre 2006, les fonds de *Private Equity* opéraient traditionnellement en Chine selon une boucle off-shore : un fonds investi en capital étranger et enregistré hors de Chine prenait une participation dans une société chinoise (*Operating Company*) via un *Special Purpose Vehicle* (SPV) off-shore, souvent incorporé dans un paradis fiscal. Une fusion des deux entités était opérée avant de procéder à une introduction en bourse sur des marchés outre-mer, le plus souvent Hong-Kong ou Singapour. Une directive de septembre 2006<sup>22</sup> a mis fin à

<sup>21</sup> Les fonds d'investissements (*Private Equity*) ont pour objectif d'investir dans des sociétés qu'ils ont sélectionnées selon certains critères. Ils sont le plus souvent spécialisés suivant l'objectif de leur intervention: fond de capital-risque, fond de capital développement, fonds de LBO qui correspondent à des stades différents de maturité de l'entreprise.

<sup>22</sup> « Directive sur les investisseurs étrangers faisant l'acquisition de sociétés chinoises onshore »

(« 关于外国投资者并购境内企业的规定 »), 8 septembre 2006.

cette méthode des *red chips*, en réservant au Ministère du Commerce (MOFCOM) le droit de refuser toute acquisition d'une entreprise chinoise par une SPV off-shore. Trois principaux motifs sont à la source de ce changement de régulation. Premièrement, le souci des autorités de garder la mainmise sur les meilleurs actifs du pays. En second lieu, la volonté d'attirer des firmes de qualité sur les marchés domestiques. Les fonds *Private Equity* n'ont de raison d'être qu'au regard de la sortie de leurs investissements, qui se fait de manière privilégiée par une introduction en Bourse. En faisant du marché A l'horizon de tout investissement en *Private Equity* en Chine, les régulateurs réagissent au manque critique de firmes performantes listées sur les marchés domestiques. Troisièmement, la nouvelle législation favorise l'établissement de fonds libellés en RMB, ce qui permet d'essorer une partie de l'excès de liquidités.

Depuis juin dernier, un amendement de la loi sur les partenariats en droit commercial (« 合伙企业法<sup>23</sup> ») permet l'incorporation locale des fonds de *Private Equity*. Ils peuvent désormais lever des fonds libellés en RMB et bénéficier d'une politique fiscale avantageuse qui évite une double taxation douloureuse. Les enseignes locales gagnent du terrain : Hony Capital (弘毅), le fonds de Lenovo, ou CDH-Investments (鼎晖), dont le dirigeant, Wu Shangzhi, a inauguré la méthode des *red chips* en listant Eagle Ceramics (鹰牌陶瓷) à Singapour en 1999 sont ceux qui connaissent le plus de succès. Des sociétés de Bourse, comme China International Capital Corp. et Citic Securities ont aussi mis sur pied leur propres fonds de *Private Equity*. Les franchises étrangères affluent également : Temasek et Goldman Sachs viennent de confier cette mission à certains de leurs banquiers les plus expérimentés alors que Carlyle, Texas Pacific Group, CVC et autres s'adaptent également au changement de régulation. Au total, Pékin a approuvé 11 fonds libellés en RMB

[http://www.legaldaily.com.cn/misc/2006-08/29/content\\_397421.htm](http://www.legaldaily.com.cn/misc/2006-08/29/content_397421.htm)

<sup>23</sup> A l'article 108 concernant les *Foreign Investment Partnerships* (« 外商后投资合伙企业管理办法 »)

<http://www.mofcom.gov.cn/aarticle/bh/200703/20070304413083.html>

depuis 2006, réunissant un total de 10,6 milliards de dollars US (d'après le Centre for Asian Private Equity Research).

Le gouvernement a également mis sur pied des fonds d'investissement pilotes que *Caijing* place sous le label « *Private Equity* ». Le Fonds industriel de Bohai dans la région de Tianjin qui s'élève à 20 milliards de Yuan, fut monté fin 2006 alors que quatre fonds sectoriels supplémentaires ont obtenu l'accord du Conseil des Affaires d'Etat (CAE) en septembre 2007, réunissant au total 46 milliards de Yuan (4,3 milliards d'Euros)<sup>24</sup>. A l'heure où China Investment Corp., le fonds d'investissement souverain, inaugure officiellement son activité de gestion d'actifs, avec 200 milliards de dollars US, la mise sur pied de fonds d'investissement publics confirme l'importance que les pouvoirs publics attachent aux investissements en *Private Equity* dans des secteurs jugés stratégiques pour Pékin (Energie, environnement, nouvelles technologies, services financiers). N'ayant toujours pas d'actif sous gestion, ces fonds font néanmoins peser une menace sur l'« esprit initial » du *Private Equity*, confronté en Chine au risque bureaucratique et au népotisme politique.

### **Un *Private Equity* dirigé**

La nouvelle législation oriente largement la direction que prennent les investissements de type *Private Equity* en Chine. Ils sont vus comme un moyen d'identifier les meilleures entreprises du pays, d'aider à leur développement à travers des prises de participation et de les lister sur un marché A gourmand en actifs de qualité. Les autorités chinoises ont en effet pris acte du fait que les firmes adossées à des fonds de *Private Equity* affichent de meilleures performances sur le long cours que les sociétés classiques<sup>25</sup>.

<sup>24</sup> Le Fond Financier de Shanghai s'élève à 20 milliards de Yuan (1,9 milliards d'Euros), Le Fond d'Electricité et du Nucléaire du Guangdong et le Fond Environnemental du Shanxi lèvent chacun 10 milliards de Yuan, et le Fond « Suntech » du Sichuan, 6 milliards. Cf. *Caijing*, 13 septembre 2007.

<sup>25</sup> Cf. « Morgan Stanley Roundtable on *Private Equity* and its import for Public Companies », *Journal of Applied Corporate Finance*, Summer 2006 ainsi que Kaplan, S.N., Schoar, A., 2005.

Le *Private Equity* à la chinoise est bien loin de ce que Michael Jensen qualifiait d'« éclipse des sociétés cotées<sup>26</sup> ». Il s'ancre, selon le *Jingji Guancha*, dans une logique « pré-IPO » en Chine, où les cas de *Public-to-Private*, fréquents dans les marchés matures, font figure d'exception<sup>27</sup>. La plupart des transactions prennent la forme de prise de participation (capital-développement) et il s'agit rarement d'acquisition (*buy-out*). La récente prise de participation de KKR dans le cimentier Tianrui à hauteur de 43,2% est un exemple typique des opérations qui devraient désormais avoir lieu en Chine<sup>28</sup>. KKR a investi 115 millions de dollars US en fonds propres et a sécurisé un financement syndiqué par Morgan Stanley à hauteur de 335 millions de dollars US. L'expertise des fonds de *Private Equity* constitue une aide considérable aux entreprises chinoises dans leur quête de création de valeur.

Mais il faut compter avec la bienveillance des autorités de régulation. Les déboires récents de Carlyle, acteur de pointe dans la région, le confirment : le fonds de Washington s'est vu refusé une transaction avec le XuGong Construction Machinery Group (XCMG), fabricant d'engins de construction, ainsi qu'une participation de 7,99% dans la Chongqing City Commercial Bank.

### **Une stratégie délicate à mener**

Accorder une place prépondérante au *Private Equity* dans le développement des entreprises chinoises est une stratégie opérante, qui justifie au premier abord les efforts des autorités chinoises. Liu Chuanzhi, dirigeant de Hony Capital, identifie notamment trois facteurs clés de succès. Tout d'abord, la Chine bénéficie de l'expansion de secteurs clés (BTP, textile, agro-alimentaire, industrie pharmaceutique) au sein desquels les entreprises peuvent dégager des flux de

trésorerie élevés, stables et récurrents. Les fonds de *Private Equity* contribuent ensuite à la mise en place de meilleures méthodes de gestion qui se concrétise *in fine* par une création de valeur pour l'entreprise et une meilleure internationalisation. Enfin, le *Private Equity* est un outil unique pour piloter la réforme des entreprises d'Etat : l'entrée de Blackstone au capital du chimiste China National Blue Star à hauteur de 20% (600 millions de dollars) en est un exemple frappant.

Certains facteurs structurels nuancent cependant la pertinence du *Private Equity*, à la fois comme stratégie gouvernementale et comme source de retours sur investissement.

Tout d'abord, si les marchés domestiques offrent une croissance exceptionnelle, ils demeurent extrêmement volatiles. Cette donnée est importante à la lumière du moratoire de trois ans à compter du jour de l'introduction en Bourse avant de pouvoir disposer de ses actions librement – à comparer à la période de six mois en vigueur sur l'essentiel des marchés mondiaux. Ajoutons qu'une société doit aussi afficher trois années complètes de résultats positifs avant de pouvoir s'introduire en Bourse. La sortie de l'investissement est ainsi repoussée à un horizon de 6 ans si la régulation est appliquée sans flexibilité. Le seul fonds à avoir réussi à liquider une partie de son investissement est IDG Venture Capital, qui a vendu la moitié de sa participation dans Guangdong Ygsoft pour 50 millions de Yuan (4,7 milliards d'Euros). Ces contraintes structurelles sont susceptibles de mettre à mal le nouveau rôle du *Private Equity* en Chine. Comme le souligne Wu Shangzhi, dirigeant de CDH-Investments, les fonds ont alors tendance à diminuer les risques en privilégiant l'investissement sur les sociétés plus matures et en infléchissant la part du capital risque dans leur portefeuille d'actifs.

Cette situation diminue encore le nombre de cibles potentielles dans un contexte où l'offre de liquidité surpasse la demande. A titre d'illustration, les transactions de *Private Equity* se sont élevés à 752 millions de dollars alors que les fonds levés ont atteint 5,3 milliards de dollars

---

“Private equity returns: persistence and capital flows”. *Journal of Finance*, 60, 1791-1823.

<sup>26</sup> Michael Jensen, « The Eclipse of the Public Corporation », *Harvard Business Review*, sept.-oct. 1989.

<sup>27</sup> Selon *Jingji Guancha* (24.09.07), Digital China pourrait faire l'objet d'un retrait de la cote (0861.HK) par IDG Venture Capital dans les prochains mois.

<sup>28</sup> Cf. « KKR, unique en Chine », *Caijing*, 19/09/07.

durant le même période<sup>29</sup>. La concurrence accrue entre fonds chinois et fonds internationaux, combinée à la rareté des cibles de qualité va dès lors contribuer à une survalorisation des actifs et, par conséquent, à une plus grande difficulté pour les fonds d'afficher les taux de rendement interne espérés. La disparité entre le montant des fonds levés et le vivier de transactions risque en outre de contraindre les investisseurs à abaisser leur standard afin d'utiliser les fonds, libellés en RMB, monnaie non convertible, durant leur durée de vie.

Le marché du *Private Equity* en Chine est un marché à fort potentiel de croissance, mais dont les perspectives demeurent floues en raison de l'opacité du mode de prises de décisions des autorités de régulation. Le succès du nouveau rôle que les pouvoirs publics assignent au *Private Equity* dépendra largement de la flexibilité des régulateurs, notamment en ce qui concerne le droit boursier, ainsi que de la santé des marchés financiers domestiques. A titre d'exemple, la levée du moratoire de trois ans suivant l'introduction en bourse pourrait autoriser les fonds de *Private Equity* à opérer des investissements plus risqués, ce qui profiterait aux meilleures entreprises chinoises comme aux partenaires de ces fonds, et satisferait en grande partie la nouvelle mission du *Private Equity* comme outil d'amélioration du paysage industriel chinois.

## 8. La réévaluation du yuan, dernier espoir pour éviter la crise ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :  
Zhang Rui, « La surliquidité : le gros problème de l'économie chinoise », *Zhongguo Guoqing Guoli*, juin 2007

Rappelons-nous : en 2004, les autorités chinoises craignaient un « krach » de l'économie chinoise. La cause officielle : une surchauffe (过热) de l'économie causée par des surinvestissements (过渡投资) dans certains secteurs (acier, aluminium, ciment immobilier...)<sup>30</sup>. La

Chine renouait alors avec l'inflation. Les autorités réagirent par des mesures de contrôles macroéconomiques dans les secteurs ciblés ; étant réticentes à utiliser les leviers traditionnels de politique économique (taux d'intérêt ou de change). Elles agirent ainsi à l'encontre des recommandations des économistes étrangers, et de certains courants libéraux chinois (parmi lesquels le magazine *Caijing*).

Ces mesures ont permis d'éviter le krach, non de ralentir la croissance chinoise. Les problèmes devaient donc resurgir. Le 11 septembre dernier, le Bureau national des statistiques annonçait que l'index des prix à la consommation d'août avait augmenté de 6,5%, un record depuis 10 ans. En juillet, les prix des produits alimentaires ont grimpé de 15% et ceux du porc de 90%. Auparavant pendant le printemps et l'été, on commençait à parler d'un **excès de liquidités** (流动性过剩), nouvelle expression venue remplacer la surchauffe d'il y a trois ans.

L'article du *Zhongguo Guoqing Guoli* présente un rapport très pessimiste de cette situation « objective » (一个客观事实). Pour son auteur, le seul moyen de résoudre le problème de cet excès de liquidité est de **réévaluer le yuan**, diagnostic partagé par beaucoup de Chinois. La Chine compte à l'heure actuelle 35 000 milliards de yuans de dépôts (soit une augmentation de 1 875 milliards de yuans par rapport à l'année précédente), 15 000 milliards de yuans de valeurs d'actions A, et en moyenne, 600 milliards de nouveaux investissements dans les villes chaque année. Selon les estimations, l'excès allait en juin de 1100 à 3600 milliards de yuans (3 000 milliards selon Zhang)<sup>31</sup>. Le rapport masse monétaire M2/PIB s'élevait à 165% en 2006 (209 000 milliards de yuans de PIB, 346 000 milliards de M2), contre 55% aux Etats-Unis.

<sup>29</sup> Cf. « Firms Hunger for Way into Chinese Equity », *Financial Times*, 12 septembre 2007.

<sup>30</sup> Cf. *Les Nouvelles de Chine*, n°15, avril 2004 et n° 18-19, août-septembre 2004.

<sup>31</sup> A noter que l'article n'évoque pas le fonds chargé de gérer les réserves de devises étrangères chinoises.

### Les agrégats monétaires chinois fin mars 2007

Type d'agrégat <sup>32</sup>	M0	M1	M2
Montant (milliards de yuans)	27 400	127 900	364 100
Augmentation par rapport à l'année précédente	16,7%	19,8%	17,3%

#### ***D'où viennent les excès ?***

D'après Yuan Gangming, chercheur à l'Académie des Sciences Sociales, dans les trois années précédentes, les réserves des banques commerciales n'ont cessé de baisser, malgré l'augmentation des réserves obligatoires. Le multiplicateur monétaire à la fin 2006 avait atteint 25,3%. Pour Zhang, l'excès de liquidité ne serait pas lié à des politiques d'élargissement de la base monétaire, **mais bien au taux de change**. Les « doubles excédents » (双顺差, commercial – 46 milliards de dollars au premier semestre, soit plus de 23 milliards que l'année précédente –, et les réserves de change de 1200 milliards de dollars<sup>33</sup>) apportent certes à la Chine des réserves de change importantes mais créent également des potentialités d'excès de liquidités sans précédents. Le taux de change serait responsable de 70% de la création de monnaie. En outre, la relation épargne / investissements n'est pas équilibrée. L'épargne continue à augmenter et représente à l'heure actuelle 44% du PIB, soit largement au dessus de la moyenne internationale. L'économie chinoise est caractérisée par un important excédent du compte courant, qui vient renforcer l'excès de liquidité.

Ces déséquilibres structurels sont la maladie de la Chine, maladie qui risque de s'empirer avec les excès de liquidité. Outre le déséquilibre des échanges extérieurs, on compte également un déséquilibre dans la relation investissements / consommation. Pour Zhang, le problème ne vient pas, comme

<sup>32</sup> M0 correspond à la monnaie centrale, M1 à la monnaie fiduciaire en circulation et la monnaie scripturale ; et M2 à M1 auquel on ajoute les dépôts à court terme.

<sup>33</sup> Les doubles excédents sont en réalité les *twin deficits* américains, mais vus de Chine (donc à l'envers).

on peut souvent le lire, de la faible consommation des Chinois mais d'une augmentation trop rapide des investissements chinois. Ainsi, au premier semestre 2007, les ventes de détail ont connu une augmentation de 14,9%. Dans le même temps, les investissements ont augmenté de 23,7% : désormais, le rapport investissements / consommation dépasse 70%. Un tel rapport n'est pas tenable. En 2006, l'ensemble des investissements s'est élevé à 1000 milliards de yuans, ce qui représente une augmentation de 8,7%. Zhang estime que sur ces 1000 milliards, 80 milliards constituent des excès de liquidité. Or, 92% de ces surliquidités sont partis dans l'immobilier. Au premier semestre de cette année, les investissements fixes se sont élevés à 1752 milliards de yuans dont 354 milliards dans l'immobilier, soit 20,22% du total.

En outre, l'excès de liquidité expose le secteur financier à des risques très importants. Pour les banques commerciales, l'abondance des capitaux risque de provoquer un afflux de prêts, ce qui va pousser les banques à abaisser le seuil des exigences en matière d'obtention des prêts. Zhang signalait ainsi qu'au moment de la rédaction de son article, les prêts avaient augmenté de 16,3% depuis le début de l'année, M2 avait grimpé de 17,3%, soit au-delà de l'objectif des 16%. Au niveau boursier, les indices ne cessent de dépasser leurs records historiques. Cela sans parler de la bulle immobilière.

#### ***La politique monétaire : inflexible et floue***

La Banque centrale a utilisé de nombreux leviers pour tenter d'endiguer ces excès de liquidité : émissions de bons, ouverture du marché, augmentation des réserves obligatoires, réajustement des taux d'intérêt, etc. Mais aucune mesure ne s'est révélée suffisante, ni n'a été poussée jusqu'au bout de sa logique. L'émission des bons n'est pas suffisante, et son ampleur reste beaucoup trop faible par rapport à l'augmentation des réserves de change. L'ouverture progressive des opérations a été limitée aux bons du Trésor. La Banque centrale a depuis l'année dernière augmenté 7 fois les réserves obligatoires. Si l'on considère que ces mesures ont concerné environ 160 milliards de yuans à chaque fois, en

tout on aboutit à un gel sans précédent de 1 120 milliards de yuans. A noter que ce genre de décisions est difficile à mettre en pratique, car elles impliquent que les banques réduisent leurs profits.

Mais le principal problème vient du fait que l'augmentation des réserves obligatoires ne peut permettre de s'attaquer aux deux principales causes des excès de liquidité : le taux d'épargne trop important et le taux de change. Et, paradoxalement, selon Zhang, elle ne permet pas non plus de régler les problèmes d'augmentation des crédits, de surinvestissements ainsi que la bulle immobilière.

En plus de ces mesures, la Banque centrale a en un an relevé à cinq reprises les taux d'intérêt des banques commerciales<sup>34</sup>. La levée des taux permet d'augmenter le coût des investissements et doit donc permettre de les réduire. Mais l'augmentation des taux est une lame à double tranchant. Ainsi, pour l'instant, l'épargne chinoise et les dépôts bancaires sont assez élevés. Augmenter les taux contribue donc à alourdir le fardeau des banques commerciales. En plus, l'augmentation des taux risque d'attirer de capitaux spéculatifs venant de l'étranger ; grande crainte des Chinois depuis la crise asiatique d'il y a 10 ans.

Il est donc urgent de changer de stratégie économique. D'abord, il faut être moins dépendant du commerce extérieur. La croissance chinoise doit reposer sur trois forces (三力) : les investissements, la consommation et les exportations. En outre, il faut mettre en place un système de protection sociale (i.e. améliorer l'accès aux soins, à l'éducation, aux services publics en investissant plus dans ces secteurs) ; seul moyen de faire diminuer l'épargne et les surinvestissements dans le système financier – et en même temps moyen de relancer la consommation.

Zhang invite également à la poursuite la dérégulation, notamment du marché des changes et au marché du yuan. La meilleure solution serait d'augmenter la valeur du yuan face au dollar de 3%.

---

<sup>34</sup> La dernière en date ayant eu lieu le 14 septembre (information actualisée par rapport à l'article de Zhang).

## Désaccords

Le point de vue de Zhang n'est pas partagé par tous. Pour commencer, la réévaluation du yuan ne produirait pas forcément les effets escomptés.

L'ancien économiste de Morgan Stanley, Andy Xie cite les exemples du Japon, de la Corée ou de Taiwan dans les années 1980 qui réévaluèrent leurs monnaies de 30 à 50% sans pour autant parvenir à réduire l'inflation. Une réévaluation n'aurait qu'un effet temporaire<sup>35</sup>. Pour Albert Keirdel, du Carnegie Endowment for International Peace, elle aurait pour conséquence de rendre les biens chinois plus chers à l'étranger ce qui, couplé à une forte inflation, risquerait de transformer l'excédent en déficit commercial<sup>36</sup>.

Que faire alors ? Pour Xie comme pour Keirdel, les autorités doivent relever les taux d'intérêt de manière ferme, afin de marquer leur volonté de lutter contre l'inflation. Keirdel craint une montée des tensions sociales. Ces questions sociales préoccupent moins Xie qui appelle à une politique d'austérité, du type de celles qu'a adopté Paul Volker aux Etats-Unis pendant les années 1980. Recommandations qui vont à l'encontre de celles de Zhang (réinvestir les excès de liquidité dans les services sociaux).

Il est difficile d'imaginer l'équipe dirigeante se résoudre à employer de telles mesures. Hu Jintao et Wen Jiabao se sont pour l'instant présentés comme très concernés par les questions sociales. Reste qu'à l'heure où ces lignes étaient écrites, ces difficultés économiques semblaient mettre Wen en difficultés à la veille du XVIIème Congrès<sup>37</sup>.

---

<sup>35</sup> "Containing Bubbles During Inflation", *Caijing* 7 septembre 2007.

<sup>36</sup> Cf. l'excellent article: "China's Looming Crisis – Inflation Returns", Carnegie Endowment for International Peace, Policy Brief n°54, septembre 2007.

<sup>37</sup> "China's Leaders Deadlocked Over Succession", *International Herald Tribune*, 5 octobre 2007. .

## **9. La politique étrangère du Président Sarkozy**

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :  
Yi Xiao-ming, Hu Jun, « Analyse préliminaire de la politique étrangère du Président Sarkozy », *Xiandai Guoji Guanxi*, no 8, août 2007, pp 18-22.

Yi Xiao-ming et Hu Jun, deux chercheurs non-francophones qui appuient essentiellement leur analyse sur la presse anglaise et allemande, tentent de déterminer les orientations de la politique étrangère française après l'élection de Nicolas Sarkozy. Trois facteurs influenceront selon eux sur les orientations diplomatiques de Paris. Tout d'abord, la « poigne de fer » (铁腕) du « petit Napoléon » (小拿破仑), qui caractérise selon eux la pratique du pouvoir du nouveau Président français. La personnalité de M. Sarkozy en fera un interlocuteur plus difficile que Jacques Chirac, car plus « impatient » dans sa gestion de la politique extérieure, et « peu enclin aux compromis » (不善于妥协). Deuxièmement, l'expérience de M. Sarkozy sur les questions diplomatiques est limitée, et il s'intéresse plus aux questions de politique intérieure. En outre, le nouveau chef de l'Etat a déjà adopté une approche extensive de la notion de « domaine réservé », l'appliquant à tous les dossiers qui l'intéressent, au lieu de la réduire, comme souvent, aux affaires étrangères et à la défense nationale. Enfin, il dispose d'un mandat pour procéder à des réformes intérieures, nécessaires et urgentes selon les auteurs, et dans cette mesure, il devrait tout au long de son mandat privilégier un agenda de politique intérieure à une activité débordante sur la scène internationale.

Sur les questions diplomatiques qui exercent une influence directe et profonde sur l'économie française, comme l'évolution de l'Union Européenne ou la question de l'immigration, les auteurs parient que Sarkozy adoptera une diplomatie active et innovante, tandis que sur d'autres thèmes moins urgents, il choisira de poursuivre la tradition de la politique extérieure française.

Troisièmement, la politique étrangère française sera probablement influencée par la « sensibilité patriote » (爱国精神) de Nicolas Sarkozy. Les deux auteurs, pour qui la France est une nation particulièrement patriote, parient la fibre nationaliste de M. Sarkozy sera encore plus vibrante que celle de ses compatriotes en raison de ses origines immigrées, qui le poussent selon eux à surenchérir. Pour cette raison, il faut attendre du chef de l'Etat qu'il « lutte sans relâche, tel un guerrier, pour défendre les intérêts de la France » (在维护法国利益上像斗士一样不 retreat).

Pour les deux auteurs, la victoire de Nicolas Sarkozy signifie un coup d'arrêt pour l'approfondissement de la construction de l'Union Européenne, le chef de l'Etat privilégiant le statu quo. Ils prévoient d'abord un choc entre la politique économique de la France et les exigences de l'UE en termes de respect des critères de convergence et d'indépendance de la politique monétaire de la BCE. Car M. Sarkozy, selon les analystes, n'est pas « enthousiaste envers l'UE » (对欧盟向来没有好感), et de surcroît, le Président français est un adepte du protectionnisme économique, comme l'a de nouveau révélé son insistance à supprimer la « clause de concurrence libre et non faussée » lors des négociations du Traité modificatif. Les deux auteurs insistent que Nicolas Sarkozy a favorisé un « Traité modificatif » qui vidait de tout contenu les provisions initiales de la proposition de constitution européenne, notant en particulier l'abandon de la création du poste de Ministre des affaires étrangères de l'Europe et de certaines provisions symboliques (drapeau et hymne de l'UE). Il a ainsi réussi un habile compromis entre la tendance eurosceptique de la France et la nécessité de corriger son image internationale après son « non » au référendum sur la constitution européenne.

Deuxième point, l'élection de M. Sarkozy marque la fin de la relation privilégiée franco-allemande. Même si l'accord sur le « Traité modificatif » a été grandement facilité par l'entente entre M. Sarkozy et Mme Merkel, et si le chef de l'Etat s'est rendu à Berlin le jour de son intronisation, les relations franco-allemandes traversent une période d'évolution structurelle. D'une

part, la nouvelle assertivité de la politique étrangère de la République fédérale présage d'une compétition croissante entre Paris et Berlin pour le leadership en Europe et une plus grande difficulté à ajuster leurs positions sur la scène internationale. D'autre part, M. Sarkozy est né dans l'après-guerre, et semble moins sensible que ses prédécesseurs à la signification historique de l'amitié franco-allemande. En conséquence, il développera moins d'énergie à préserver le caractère « privilégié » de la relation bilatérale, caractère auquel il croit peu, du moins en tant que moteur de la construction européenne. Pourtant, Paris et Berlin restent inséparables, et ressemblent, selon les deux auteurs, à un « vieux couple » (一对老夫妻), dépourvu de romantisme, mais incapable de vivre séparément. Ainsi, plus que la sentimentalité, ce seront les intérêts nationaux qui formeront le socle d'une relation qui ne restera structurante pour les deux pays et pour l'Europe que par nécessité.

Troisième point, les deux auteurs reconnaissent que l'élection de Sarkozy est positive pour les relations franco-américaines, et notent l'attraction naturelle que le chef de l'État éprouve envers l'Amérique, et sa constante insistance sur l'amitié franco-américaine, en décalage avec la majorité de la classe politique française. De manière plus originale, ils notent des similitudes entre MM. Sarkozy et Bush qui favoriseront selon eux l'entente entre les deux capitales, au moins jusqu'au changement de locataire à la Maison Blanche : le ton ferme de leurs discours, leur aversion pour l'alcool, leur amour du sport, et leur propension commune à se faire photographier en cowboy. Cela n'empêche pas Paris de soutenir des approches différentes de Washington sur un certain nombre de dossiers : le nucléaire iranien, « l'expansion exagérée de l'OTAN » (北约的过度扩大), le réchauffement climatique, et l'entrée de la Turquie dans l'UE, des dossiers sur lesquels M. Sarkozy a formulé des critiques « modérées » envers l'approche de Washington. Les deux auteurs notent que la nomination de Bernard Kouchner à la tête du Quai d'Orsay et de Jean-David Levitte, qualifié par erreur mais peut-être par anticipation de « conseiller pour la sécurité nationale » (国家安全顾问), illustrent le virage pro-

américain de la France après la nouvelle victoire de l'UMP. Cependant, il ne faut pas s'attendre à une « relation privilégiée » du type de celle qui lie les Etats-Unis au Royaume-Uni, et la politique extérieure française s'inscrira sans nul doute dans la tradition de la diplomatie indépendante de la 5<sup>ème</sup> République. La volonté de Paris d'accroître l'influence de la France sur la scène internationale restera une constante, et empêchera un alignement de Paris sur Washington.

En ce qui concerne les relations franco-chinoises, les deux auteurs estiment que M. Sarkozy poursuivra la politique de son prédécesseur à l'Elysée. Ils rappellent que le chef de l'État, au plus bas de sa carrière politique, a visité la Chine à trois reprises, et a reçu le Président Hu Jintao en 2004. Ils notent en outre que M. Sarkozy a développé des relations amicales et suivies avec les associations de Chinois d'outre-mer en France et qu'il a été le premier candidat à une présidentielle à mettre en place un site internet de campagne en langue chinoise, y inscrivant les propositions de son programme tenant le plus à cœur aux Chinois d'outre-mer : la lutte contre la criminalité, la baisse de la fiscalité, et l'amélioration de l'environnement des affaires. Les deux auteurs estiment que He Fuji (Michel Lu) est le personnage le plus important pour comprendre l'attitude de Sarkozy envers la Chine. He Fuji, qui entretient avec Sarkozy une amitié de 30 ans, l'a accompagné à chacune de ses visites en Chine et l'a aidé à organiser une rencontre avec le Président Hu Jintao. Conseiller de Sarkozy à la mairie de Neuilly (en charge des hommes d'affaires d'origine asiatique), He Fuji a été fait officier de l'ordre national du mérite en 2003. Selon les deux auteurs, il peut influencer la politique chinoise de Sarkozy, mais il ne faut pas exagérer son poids. Car même si la France a besoin de la Chine, en particulier pour stimuler sa propre croissance économique, certains facteurs tendront plutôt à limiter l'inévitable amélioration des relations franco-chinoises : l'insistance de Sarkozy envers les droits de l'homme, sa volonté d'améliorer les relations franco-américaines, et les priorités françaises, qui ne sont pas en Asie mais en Europe.

Enfin, les deux auteurs estiment que la victoire de M. Sarkozy favorisera une

rupture entre la France et l'Afrique. D'abord parce que les intérêts des deux parties divergent, Paris souhaitant limiter l'immigration et promouvoir les droits de l'homme sur le continent noir, alors que les pays africains, selon les deux auteurs, désirent de l'assistance économique et des opportunités d'emploi en France. La diplomatie fondée sur des valeurs (démocratie, droits de l'homme), défendue de plus en plus clairement par Paris, s'inscrit en porte-à-faux avec la politique africaine traditionnelle de la France. Les deux auteurs notent en outre que M. Sarkozy accorde moins d'importance à la cellule Afrique de l'Élysée. Ils en concluent que l'éloignement entre la France et l'Afrique est irrémédiable et irréversible, même si Paris tentera de préserver ce qui lui reste d'influence en Afrique.

#### 10. L'APL enfin indispensable aux Américains.

Synthèse commentée de Michaël Andréi d'après :  
 - Sun Ru, « SLD et interactions militaires sino-américaines », *Xiandai Guoji Guanxi*, juin 2007, pp. 31-35.

#### *Les Américains, principaux agents du changement*

Parmi les « nombreux mécanismes<sup>38</sup> de dialogue sur la sécurité en Asie » qu'il évoque sans les citer, Sun Ru considère le Shangri-la Dialogue<sup>39</sup> (SLD) comme très spécifique du fait de sa coloration militaire. Tout d'abord considéré à Pékin comme le « résultat de l'intervention et de la participation des puissances occidentales aux affaires de sécurité en Asie-Pacifique », il a d'ailleurs d'emblée été l'objet de la plus grande attention de la part de Washington, note Sun Ru. Cela suffirait a priori à expliquer pourquoi Pékin n'a pas jugé utile de s'y impliquer, au point même de s'abstenir parfois d'y envoyer

<sup>38</sup> Parmi ceux-ci, on peut citer notamment le *Northeast Asia Cooperation Dialogue* (NEACD), le *Committee for Security Cooperation in the Asia-Pacific* (CSCAP) et, bien sûr, l'*ASEAN Regional Forum* (ARF).

<sup>39</sup> Initiative de l'*International Institute for Strategic Studies* londonien (IISS), le SLD existe depuis 2002. Vingt-trois États y étaient représentés en 2007. Parmi eux, 17 ont déjà été représentés par leur ministre de la défense.

une délégation officielle (2003 et 2004<sup>40</sup>). L'auteur, poussant le trait, définit le SLD des premières années comme un « meeting de masse visant à la diffusion de la théorie de la menace chinoise » (中国威胁论"的宣传大会), où bien évidemment, les relations militaires sino-américaines restaient « relativement froides ». La session 2007 marque, dans cet état de fait, une modification justifiant donc cet article : tout le propos de Sun Ru est ainsi de **mettre en lumière les causes de ce changement**, qui tient essentiellement, prévient-il d'emblée, à **l'amélioration de la relation bilatérale sino-américaine**. Toute la question qu'on se pose à le lire est celle du **rôle spécifique qu'il attribue à la relation sino-américaine dans ce cadre multilatéral**.

La Chine a donc d'abord participé du bout des lèvres à ce dialogue, y envoyant au mieux des délégations de niveau sub-ministériel et ne s'y exprimant qu'avec réticence pour y faire valoir son développement pacifique et son nouveau concept de sécurité. Avant 2007<sup>41</sup>, rappelle-t-il, la Chine participait aux échanges des groupes de travail mais n'avait jamais fait de déclaration lors de l'assemblée générale. L'hostilité des États-Unis a atteint un pic en 2005 lors de la « joute verbale » opposant délégations américaine et chinoise sur les questions de transparence militaire et de modernisation. Donald Rumsfeld y déclarait notamment que les dépenses militaires chinoises « se classaient au troisième rang mondial et au tout premier en Asie<sup>42</sup> », demandant pourquoi la Chine, « alors qu'elle ne subissait la menace d'aucun pays, augmentait sans cesse ses

<sup>40</sup> La Chine a notamment boycotté la session 2004 du fait de la présence d'une petite représentation taiwanaise (c'est également du fait de désaccords sur la question taiwanaise qu'elle n'a pas participé aux trois premières sessions du CSCAP).

<sup>41</sup> Sun Ru fait livre un historique des relations militaires sino-américaines qui dépasse largement son propos centré sur le SLD. L'essentiel de sa démonstration en a seul été retenu ici.

<sup>42</sup> Pour mémoire, le budget officiel de la défense chinoise n'a dépassé celui de la défense nipponne qu'en 2007. L'évaluation mise en avant par D. Rumsfeld se trouvait donc être celle du Pentagone qui applique au budget officiel chinois de la défense un coefficient multiplicateur de 2 à 3.

investissements de défense ». A quoi Cui Tiankai répliquait en lui demandant si les Etats-Unis considéraient, *oui ou non*, la Chine comme une menace, obligeant son interlocuteur à répondre que « *non, ce n'était pas le cas* »...

Mais, note Sun Ru, après la visite de M. Rumsfeld en Chine au cours de cet automne 2005, tout change dans le ton américain et, lors de la session suivante, le même **ne conteste plus à la Chine le droit de développer ses forces militaires**. Cette amélioration une fois actée, la Chine envoyait donc à la session 2007 une délégation plus fournie et comprenant notamment l'un des adjoints au chef de l'état-major général. La session se soldait par un succès en « se distinguant sur deux points particuliers : une Chine parlant haut et clair et des interactions sino-américaines ».

Ainsi Sun Ru fait-il de l'attitude américaine dans le cadre bilatéral l'agent principal de ce changement au sein de l'espace multilatéral du *Shangri-la Dialogue*. Cela étant, le niveau plus élevé de la délégation chinoise montre que Pékin avait anticipé ce succès non réductible à une *heureuse surprise*. Et l'image d'ailleurs que brosse Sun Ru de cette première prise de parole lors de l'assemblée générale est bien celle de la Chine décomplexée qui s'impose un peu partout depuis un à deux ans.

### **Les Américains, principaux demandeurs**

A lire Sun Ru de près, cette modification tient au fait que les Etats-Unis cessent donc fin 2005 de reprocher à la Chine de moderniser ses forces pour se concentrer sur leur seule exigence de transparence. En cela, rappelle Sun Ru, les Etats-Unis restaient sur la ligne donnée par M. Gates au lendemain de la publication des chiffres du budget chinois de la défense pour 2007, en hausse de 17,8 % : « l'augmentation continue du budget militaire chinois ne représente pas une menace en soi, à moins que ce budget ne soit accompagné d'intentions agressives à l'égard des Etats-Unis ». Lors de cette session 2007, « l'agressivité chinoise n'était [de la même façon] plus mise en cause » et les mentions faites de la transparence « étaient plus tempérées, et s'abstenaient de toute provocation directe touchant à la modernisation militaire

chinoise ». Cette **nouvelle attitude consistant à ne plus contester à la Chine le droit de moderniser sa défense** place la Chine dans une position moins difficile et l'auteur en tire parti pour l'amener à **une parité rhétorique avec les Etats-Unis** : ceux-ci, explique-t-il, « ne cessent de faire pression sur la Chine pour qu'elle accroisse sa transparence militaire, mais ses propres intentions dans un certain nombre de domaines restent souvent bien peu transparentes et, par exemple, dans les questions de l'engagement militaire américain dans un conflit taiwanais, ou des domaines d'application de l'alliance militaire nippo-américaine, les Etats-Unis conservent même intentionnellement une « ambiguïté stratégique » (战略模糊). Une fois évacué son statut de doctrine stratégique visant à la préservation du *statu quo* dans le détroit, cette ambiguïté est ramenée à ce que les Etats-Unis reprochent à la Chine : une dissimulation pure et simple de leurs intentions. Ce rapprochement permet d'avoir des objectifs équivalents : la levée des incertitudes sur les visées mutuelles amène les deux interlocuteurs à une sorte de parité stratégique.

Ce changement permet à la relation bilatérale sino-américaine d'investir le *SLD* puisqu'un de ses rôles, souligne l'auteur est « à l'instar, d'autres enceintes multilatérales, de ménager des scènes à deux au cours d'une pièce aux multiples personnages » (多边塔台, 双边唱戏), ces scènes « ne le cédant d'ailleurs en rien en importance au dialogue multilatéral lui-même ». Sun Ru rappelle ainsi que M. Rumsfeld a, au cours de la session 2006, eu des échanges bilatéraux avec les ministres de la défense japonais, sud-coréen, indien, australien, malaisien et mongol ; que lors de la session de 2007, les Etats-Unis, le Japon et l'Australie ont organisé la première rencontre trilatérale de leurs ministres de la défense, afin d'échanger leurs vues quant à la question nucléaire nord-coréenne ou aux défenses antimissiles : on comprend mieux que la Chine entend ne pas rester confinée aux seuls échanges multilatéraux et que seule cette dimension bilatérale peut donner à sa participation toute sa valeur.

Cela étant, à **aucun moment Sun Ru ne fait état d'une demande chinoise dans ce sens**. Bien au contraire, son texte est émaillé de **références à la nécessité**

**pour Washington d'un rapprochement**, à une « plus grande volonté d'échanges militaires » : le 11-Septembre, puis la guerre en Irak rendent nécessaire une relative neutralisation de l'antagonisme consécutif au bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade (炸馆) et à la « collision aérienne » (撞机) qui avaient figé les débuts d'institutionnalisation de la relation militaire sino-américaine. Reprenant les propos d'officiels et de chercheurs américains, il énumère les nombreux motifs sous-tendant cette demande américaine (éviter des erreurs et malentendus, influence, meilleure compréhension et transparence...) sans pour autant aller jusqu'à interroger ceux de Pékin.

Ainsi les Etats-Unis sont non seulement la cause de cette amélioration au sein du *Shangri-la Dialogue*, mais ils sont de plus mis en position de demandeurs vis-à-vis d'une Chine dont on finit par se demander ce qu'elle peut espérer d'une telle mise en scène de la volonté américaine de rapprochement.

#### **Mais qu'attend donc la Chine du SLD ?**

Autrement dit, quel intérêt Sun Ru voit-il dans cette dimension particulière des échanges bilatéraux dans un espace multilatéral ? Trois hypothèses peuvent être avancées :

- le *containment* de l'influence américaine au sein d'un forum visant initialement à dispenser la seule parole de Washington ;
- la nécessité d'une amélioration substantielle des échanges militaires sino-américains ;
- le partage du leadership américain sur la sécurité en Asie.

Ces trois hypothèses ne sont évidemment pas nécessairement disjointes. Tout au plus peut-on discerner dans le propos de Sun Ru une organisation en visées se masquant plus ou moins les unes les autres. Du plus au moins visible, elles pourraient être classées ainsi :

- l'opportunité offerte par les difficultés stratégiques américaines doit permettre au minimum de **ramener et de conserver au plus bas l'agressivité du Pentagone** vis-à-

vis de l'APL<sup>43</sup> et de prendre pied dans les enceintes régionales en profitant de l'affaiblissement de la « thèse de la menace chinoise » afin de la faire (au mieux) disparaître ; dans sa visée la plus modeste, l'article rejoint les officiels pour lesquels **« le point focal des échanges militaires n'est pas la coopération militaire, mais la préservation du dialogue »**<sup>44</sup> ;

- **la nécessité d'une intensification des échanges militaires** est, pourrait-on dire, sans doute d'autant plus ressentie du côté chinois qu'elle est ici totalement évacuée<sup>45</sup> ; le SLD offre une possibilité qu'il ne faut pas laisser aux seuls compétiteurs régionaux de la Chine<sup>46</sup> de resserrer les liens avec les chefs militaires américains ;
- **le partage avec les Américains d'un leadership régional**, enfin, n'apparaît qu'en creux avec l'opposition rhétorique entre la demande américaine et la simple bonne volonté chinoise, opposition renforcée par la mise en équivalence du devoir mutuel de transparence.

Le souhait qui transparait tout au long de l'article de voir au cours d'une prochaine session une rencontre au niveau des ministres de la défense constituerait vraisemblablement une avancée dans l'ensemble de ces visées.

<sup>43</sup> Pour Sun Ru, « le niveau actuel d'échange militaire sino-américain n'a pas encore rattrapé sa lune de miel d'avant 1989 ».

<sup>44</sup> Sun Ru note d'ailleurs que les Etats-Unis s'en tiennent à une double posture vis-à-vis de la Chine grâce à laquelle ils espèrent parer à toute évolution possible.

<sup>45</sup> Au sein du SLD en tout cas puisque, pour la seule relation bilatérale, l'auteur énumère une litanie de "premières" qui se sont succédées dans les échanges militaires sino-américains récents.

<sup>46</sup> Ainsi le faible niveau de la relation militaire sino-américaine est mis en regard avec la vitalité des échanges de défense américano-indiens avec ses productions d'armes conjointes, la coopération dans le domaine antimissile, la levée progressive des interdictions d'exportations de technologies militaires sensibles vers l'Inde.

## 11. Le monde harmonieux, réponse au "choc des civilisations"

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Yue Xiaoyong<sup>47</sup>, "Prise en considération des premiers pas vers la promotion et la formulation d'une théorie du monde harmonieux", *Xiandai Guoji Guanxi*, no. 4, août-septembre 2007, pp. 1-5

L'article de Yue Xiaoyong qui ouvre le numéro d'été de la revue du *China Institute of International Studies*, centre de recherche affilié au ministère des Affaires étrangères chinois, fait un point sur le développement de la théorie du « monde harmonieux ». Extension à l'internationale de la « société harmonieuse » de Hu Jintao, le « monde harmonieux » se destine à fournir à la politique étrangère chinoise un nouveau fondement théorique, sans toutefois, abandonner les cinq principes de coexistence pacifique de Zhou Enlai.

Dans son analyse, Yue Xiaoyong retrace les usages du concept de « monde harmonieux » par les dirigeants chinois, l'évolution de sa signification et de ses sources d'inspiration avant d'exposer ses avantages pour la Chine, et pour le monde. Si le récit historique offre relativement peu de nouveaux éléments (il consiste en une liste d'occurrences du terme « monde harmonieux » dans les discours de Hu Jintao et Wen Jiabao depuis son premier usage, le 22 avril 2005 à Jakarta), la suite de l'article se lit comme une démonstration de la contribution de la théorie aux relations internationales et de l'universalité du concept.

D'après cet article, les fondements de la notion sont restés constants au cours des deux dernières années, même s'il a été destiné d'abord à un public de pays en développement, ayant vécu « l'humiliation impérialiste » et revendiquant également une tolérance culturelle, politique et sociale, ainsi qu'une acceptation de la pluralité de systèmes normatifs et de modes de développement sur le plan international. Le message principal a d'abord mis en avant la collaboration, la paix et la recherche de la prospérité

<sup>47</sup> Directeur exécutif du Forum des réformateurs

commune et de solutions « gagnant-gagnant ». La notion a ensuite été élargie dans un discours prononcé devant l'assemblée générale de l'ONU, où des objectifs plus internationaux ont été mis en avant, comme le multilatéralisme, la poursuite de la sécurité collective sous l'égide de l'ONU et la réflexion commune à la réforme de cette organisation. Or, et ici l'auteur introduit sa première critique, afin de pouvoir réaliser le monde harmonieux, il faudra respecter le droit de chaque peuple à choisir sa propre organisation sociale<sup>48</sup> son propre mode de développement, ainsi que l'égalité de tous les pays dans les affaires internationales.

Enfin, en août 2006, le « monde harmonieux » a été entériné par le groupe de travail sur les affaires étrangères du Comité central comme « une composante importante de l'orientation idéologique, et l'une des tâches principales du travail diplomatique ». L'ancrage de ce terme dans le jargon diplomatique chinois représente donc « un enrichissement de la politique étrangère chinoise » en plusieurs volets:

- D'abord, l'affaiblissement du rôle de l'idéologie dans les affaires internationales: la Chine n'accorde aucune importance à l'idéologie de ses partenaires bilatéraux et « s'oppose à toute tentative 'd'occidentaliser' la Chine et de la diviser. Elle reste vigilante à l'égard des forces qui essaient de nuire au pays », tout en œuvrant pour une acceptation des différences culturelles.
- Ensuite, la Chine tâche de renforcer le multilatéralisme, la résolution des défis communs sur la base de l'entente mutuelle par le biais d'une démocratisation des relations internationales, et par la préservation du rôle de l'ONU.
- Quant à l'ordre international, la Chine modère son discours, sans doute en référence à sa qualification par

<sup>48</sup> On notera que tout au long de l'article, l'auteur préfère le terme système social (社会制度 *shehui zhidu*) et ne fait aucune référence à des systèmes politiques. Un grand nombre de termes comme "idéologie", "système social", "modèle de développement" semblent remplacer (ou du moins faire référence à) la notion de système politique tout au long de cet article.

certain observateurs de « puissance révisionniste »<sup>49</sup> : l'auteur estime que si la Chine tendait autrefois à afficher sa volonté de fonder un « nouvel ordre mondial », elle se contente aujourd'hui de soutenir « la promotion d'un ordre international qui évolue vers un système plus équitable et rationnel ».

- Enfin, quant à sa participation au système international, la Chine se positionne à la fois en tant que participante et créatrice (建设者 – une déclaration qui semble un peu contradictoire avec l'affirmation précédente), sur la base d'une politique étrangère indépendante et pacifique.

La Chine est donc un acteur responsable qui réfléchit à l'évolution des relations internationales, « œuvre pour la préservation de la paix, promeut l'entente commune et représente une force constructive ». Or, la théorie du « monde harmonieux » devrait, selon l'auteur, fournir « une réponse adéquate à la fois à la 'théorie de la menace chinoise' et à 'la responsabilisation de la Chine' ». Ce point révèle l'équilibre délicat que la Chine voudrait maintenir dans sa politique étrangère, souvent la source d'ambiguïtés qui lui sont reprochées par la communauté internationale.

Comment trouver le juste milieu entre l'activisme diplomatique qui suscite les appréhensions des pays voisins et des observateurs internationaux (et qui a donné lieu à la « théorie de la menace chinoise ») et entre la revendication (implicitement jugée trop exigeante) que la Chine assume ses responsabilités sur le plan international, étant donné qu'elle est déjà un pays développé? L'auteur estime que la Chine doit « faire preuve de sang froid, et éviter de se sous-estimer, comme de se surestimer. Au fur et à mesure de son développement, la Chine devrait accroître sa contribution à la communauté internationale ». Le « monde

---

<sup>49</sup> Pour quelques exemples du débat "puissance révisionniste" vs "puissance de statu quo" voir Robert Ross, "China II: Beijing as a Conservative Power", *Foreign Affairs*, mars – avril 1997, David Shambaugh, "China or America: Which is the Revisionist Power?", *Survival*, vol. 43, no. 3, 2001 et Alastair Iain Johnston, "Is China a Status Quo Power?", *International Security*, vol. 27, no. 4, 2003

harmonieux » permet donc d'évaluer le rôle international de la Chine par rapport à son niveau de développement.

Le « monde harmonieux » permettrait donc de trouver l'équilibre entre le développement interne et externe de la Chine, et entre le rôle que la Chine est prête à assumer et celui qui lui est demandé. Le « monde harmonieux » est également un équilibre dans le sens où il s'inspire à la fois de notions de la pensée chinoise traditionnelle et de la pensée occidentale contemporaine. Il traduit à la fois les notions d'harmonie chez Confucius (« accepter les différences tout en recherchant les points communs »), et de Mencius en soulignant le caractère universel de la quête de l'harmonie sous le ciel. Ceci rejoint l'idée occidentale du « village global ». De plus, l'idée de l'harmonie n'est pas étrangère au Marxisme tout comme elle fait partie inhérente des théories des relations internationales contemporaines, par exemple dans l'œuvre de Keohane. L'harmonie de Keohane<sup>50</sup> n'est toutefois pas celle de Confucius ou de Mencius. Dans sa traduction chinoise, explique l'auteur, elle équivaldrait à un mélange des notions de "paix, coopération, harmonie" (和平, 发展, 和谐 *heping, fazhan, hexie*). Néanmoins, le « monde harmonieux » est de la sorte un concept universel qui englobe la poursuite du bien de tous en termes économiques, culturels et environnementaux.

Ainsi, ce concept, bien qu'idéaliste, est ancré dans la réalité et dans une poursuite commune du développement, de la paix et de la prospérité. Il est le fruit de la réflexion traditionnelle chinoise mais aussi d'un dialogue avec les pays occidentaux et permettrait de dépasser les divergences d'intérêts et les différences culturelles, normatives et idéologiques.

Enfin, le "monde harmonieux" aura des conséquences à long terme pour la Chine et pour le reste du monde par plusieurs raisons: d'abord, c'est la garantie de la réalisation des objectifs de développement

---

<sup>50</sup> L'harmonie est une situation dans laquelle les politiques poursuivies par les acteurs (dans leurs propres intérêts), facilitent l'atteinte des objectifs des autres. L'exemple classique de cette harmonie est l'économie de marché.

de la Chine, qui « lutte encore pour créer un pays puissant, prospère et indépendant, et bien qu'elle ait progressé, reste dans les étapes initiales du socialisme ». La Chine doit faire face à de nombreux défis sociaux comme la pauvreté, une forte population rurale, un grand nombre de demandeurs d'emploi, et une forte demande d'aide sociale. « Afin de résoudre ces problèmes, nous devons être autosuffisants » (reprenant la vieille adage maoïste de 自力更生) « tout en approfondissant la coopération avec le reste du monde ». L'auteur insiste sur la nécessité pour la Chine de maintenir un environnement international stable afin de pouvoir se développer et offrir à sa population une issue de la misère et de la pauvreté.

Deuxièmement, le « monde harmonieux » est compatible avec la tendance mondiale qui est, estime l'auteur, l'évitement des conflits, le développement de la mondialisation économique et des progrès scientifiques. Certes, les éléments déstabilisateurs se multiplient (l'unilatéralisme, les problèmes de sécurité non traditionnelle, le déséquilibre économique entre riches et pauvres, etc.) mais le « monde harmonieux » devrait permettre aux différents pays de saisir une opportunité pour y apporter des réponses communes.

Enfin, le « monde harmonieux » offre un cadre propice pour le renforcement des échanges et du dialogue entre la Chine et le reste du monde. « La Chine doit mieux connaître le monde et le monde doit mieux connaître la Chine », à commencer sur le plan linguistique et culturel. Et « bien que la Chine participe à des forums internationaux, à de nombreuses occasions, chacun reste sur ses positions ». Il faudrait donc arriver à passer outre les barrières linguistiques et culturelles pour aboutir à une « entente et une égalité ».

Le « monde harmonieux » serait donc la réponse chinoise à la « guerre des civilisations ».

## 12. Les exercices militaires annuels de Taiwan

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

Kai Wen, « Les dessous des exercices militaires taiwanais Hanguang 23 », *Guoji Zhanwang*, vol 13, no 567, 2007, pp 42-47.

Du 15 au 18 mai, l'armée taiwanaise a procédé à ses exercices annuels, après la phase de jeux militaro-stratégiques sous forme de simulation informatique qui les précède traditionnellement. Le Ministère de la défense a mobilisé 280000 soldats, dont 130000 de l'armée de terre, 80000 de la marine et des forces aériennes, et 6000 du commandement des missiles. Le mot d'ordre de l'année était de contrer la stratégie de « succès foudroyant, par une première bataille décisive, lancée avec une rapidité extrême » (遠戰速勝, 首戰決勝, 快速攻略) qui oriente les préparations de l'Armée populaire de libération (APL) à un conflit avec Taiwan depuis la crise des missiles de 1995-1996. Jusqu'en 2007, les cinq régions militaires de Taiwan et des Pescadores procédaient à tour de rôle à leurs différentes simulations de combat. En 2007, pour la première fois, les différentes régions ont conduit leurs exercices de manière simultanée, afin de tester les capacités de commande et de contrôle de l'Etat-major. Au plan des missions, différentes priorités ont été assignées à différentes régions. Les îles extérieures (Kinmen, Matsu, les Pescadores) ont travaillé les opérations anti-débarquement et la contre-infiltration. Au nord de Taiwan, les forces aériennes et maritimes ont procédé dans la région d'Ilan à des exercices d'interception. Dans le centre, à Taichung, la priorité concernait les exercices de défense du port et les exercices anti-aériens. Dans le sud, à Pingtung, l'armée a mené des opérations anti-débarquement, et à l'est, à Hualien, des exercices de défense de la grande base aérienne souterraine de Chiashan, censée pouvoir abriter l'essentiel de l'aviation de combat de l'île d'une première frappe chinoise. Sans précédent, les exercices de préparation à une attaque surprise des forces spéciales chinoises (反特攻作戰) menés au nord de Taipei, à l'embouchure de la rivière Tamshui et dans le port de Taichung, et les exercices anti-parachutage menés dans le nord de

Taiwan, possèdent chacun une valeur stratégique importante pour la préparation de l'armée taiwanaise à une offensive chinoise. Enfin, une caractéristique des exercices Hankuang 23 fut l'effort de transparence et de médiatisation, avec pour la première fois, l'installation d'estrades ouvertes au public pour qu'il assiste aux exercices<sup>51</sup>.

Pour la deuxième fois ces dernières années, l'armée de l'air taiwanaise a transformé une section autoroutière en piste d'atterrissage, afin de pouvoir continuer à combattre en cas de destruction des aéroports de l'île par des bombardements ou des attaques de missiles de l'APL. En 2004, lors des exercices Hankuang 20, deux Mirage 2000-5 avaient atterri dans la région de Tainan. Cette année, l'armée de l'air a testé tous ses avions de combat de quatrième génération, deux F-16, deux Mirage 2000-5, et deux Indigenous Defense Fighter (IDF, de construction locale sous assistance américaine). Pour la première fois dans des exercices militaires publics, les F-16 étaient équipés des missiles air-air de portée moyenne AIM-120, ce qui selon l'auteur comporte une valeur symbolique<sup>52</sup>. Il rappelle en outre que l'autoroute Chungshan a été conçue pour servir de piste d'atterrissage à des avions de combat sur cinq sections, particulièrement lisses et larges, même si les exercices n'ont débuté qu'en 2004.

L'auteur note que certains experts taiwanais considèrent que les exercices d'aménagement de l'autoroute en piste de décollage ont une valeur symbolique et qu'il est difficile d'en tirer de réels enseignements du point de vue de la préparation au combat, en raison des défauts inhérents à l'autoroute. Il n'y aurait pas assez d'espace pour réarmer les avions de chasse, ni pour les

réapprovisionner en essence (sauf sur une section), et il faudrait plus de six heures pour préparer les sections autoroutières. Enfin, les avions deviendraient des cibles faciles pour les missiles, les bombardiers et les avions de chasse chinois une fois en attente sur la piste.

Pour la première fois dans l'histoire de l'armée taiwanaise, le Ministère de la défense a organisé en 2007 un exercice de défense de la base aérienne de Chiashan, située dans l'est de l'île de Taiwan, près de Hualien. Creusée dans la roche, cette base peut abriter 200 avions de chasse contre une première frappe chinoise, afin de conserver une capacité de défense et de riposte. Parmi les systèmes d'armement notables testés cette année, l'armée de terre taiwanaise a testé neuf générateurs de fumée motorisés M-56 Coyotte, qui forment un écran de fumée sur une large zone afin de diminuer la visibilité des troupes ennemies et procéder à des opérations sécurisées au sol. Ils protègent la base contre des attaques de l'armée de l'air chinoise, mais n'auraient aucune utilité si l'APL avait déjà réussi à disposer dans la zone des parachutistes ou des forces spéciales. Enfin, l'armée de l'air taiwanaise s'est exercée à réparer des dommages causés par une attaque virtuelle chinoise, en déployant son nouveau matériel léger de réparation des pistes. Il s'agit selon l'auteur de la première fois que Taiwan a mené un exercice d'une telle envergure pour améliorer ses capacités dans un domaine que les équipes d'inspection et d'évaluation américaines ont identifié comme une vulnérabilité grave de l'île.

En outre, Taiwan s'est également exercé à des opérations de défense contre des actions des forces spéciales chinoises, après avoir accordé plus d'attention ces dernières années au rôle crucial qu'elles pourraient jouer si l'APL décidait de tenter une stratégie de « décapitation » (斬首作戰) contre Taiwan, en paralysant les centres de décision politique, de commandement militaire et de vie économique de l'île. L'exercice a consisté à défendre l'embouchure de la rivière Tamshui, un point névralgique de la défense de l'île puisqu'il commande l'entrée vers Taipei. Selon l'auteur, la prise de conscience de la vulnérabilité de l'embouchure de la rivière Tamshui a amené les autorités militaires de l'île à

<sup>51</sup> « The ROC Armed Forces Hankuang No 23 Exercise », *Defense News*, Ministry of National Defense, 10 avril 2007.

<sup>52</sup> Washington avait autorisé en 2000 la vente de 200 missiles avancés de portée moyenne air-air AIM 120, en conditionnant leur transfert à Taiwan à l'acquisition par Pékin de missiles de capacité comparable, ce qui fut le cas après le test par un Su-30 chinois de missiles russes AA-12 (portée 80km). Les AIM-120 furent livrés à Taiwan en septembre 2004, et symbolisent la détermination des Etats-Unis à maintenir une forme d'équilibre entre les forces des deux rives.

redéployer la 66<sup>ème</sup> division d'infanterie de marine (Marines) à Linkou, à proximité de Tamshui. L'armée taiwanaise a travaillé sur un scénario de débarquement maritime des troupes spéciales chinoises. Selon l'auteur, l'embouchure de la rivière Tamshui est l'un des points les mieux défendus de l'île de Taiwan, surtout en présence d'une division de Marines, et cet exercice d'une intensité sans précédent en a encore renforcé les capacités de résistance.

Comme chaque année, l'armée taiwanaise a conduit son exercice d'opérations d'interception conjointes entre les trois armées (三軍聯合截击作战), pour tester ses capacités à conduire de manière simultanée et coordonnée des opérations de contrôle des airs, des mers et de contre-débarquement. Cette partie, traditionnellement la plus coûteuse des exercices annuels, comporte selon l'auteur une dimension particulièrement évidente de démonstration de la puissance de feu des forces taiwanaises. Elle implique les systèmes d'armes parmi les plus modernes de l'armée de l'île : F-16, Mirage 2000-5, IDF, destroyers de classe Kidd, frégates Perry, patrouilleurs lance-missiles de classe Jinjiang, hélicoptères Super-Cobra, qui ont tous testé leurs missiles. L'armée a du essuyer des échecs dans ses tests de missiles, en particulier les missiles sol-air Avenger, si bien que la presse taiwanaise a donné une couverture plutôt négative de cette partie des exercices, jugeant en particulier que sa dimension de communication stratégique (acquérir plus de matériels, en particulier les PAC-3) dépassait sa valeur militaire sans aboutir à son objectif politique, le renforcement de la confiance des Taiwanais en leur armée<sup>53</sup>.

Enfin, l'armée de terre taiwanaise a organisé dans le district de Hsinchu, au nord de Taiwan, une simulation d'un débarquement aérien de l'APL (parachutistes et forces spéciales transportées par hélicoptère). L'exercice a réuni des brigades de cavalerie aérienne et d'infanterie motorisée, pour tester leurs capacités d'action coordonnée. Au menu, un exercice de défense contre un bombardement de l'APL mené par des

avions de chasse et des hélicoptères de combat, essentiellement au moyen de missiles Avenger, et sans succès puisque les troupes chinoises réussirent à prendre le contrôle du centre de commande fictif. Après le débarquement des troupes chinoises, l'armée taiwanaise s'employa à l'encercler, au moyen d'hélicoptères de combat super-Cobra soutenu par des hélicoptères de reconnaissance OH 58-D, puis par l'envoi de l'artillerie motorisée (tanks M-48H) qui servi de couverture aux véhicules blindés de transport de troupes (M113) envoyés sur le terrain pour poursuivre les troupes chinoises. Selon l'auteur, le succès de cette opération de défense symbolique était déjà inscrit dans le scénario de l'exercice, ce qui en réduit considérablement la portée.

Les exercices Hankuang 23 de l'année 2007 furent les plus importants des deux mandats de Chen Shui-bian, mais l'auteur doute de leur intérêt concret du point de vue de l'amélioration des capacités d'auto-défense de l'île, dans la mesure où la part d'incertitude des scénarios est extrêmement réduite, que les matériels impliqués sont choisis à l'avance et non en situation nécessitant une prise de décision rapide, et que les trajectoires des avions de chasse, des navires de combat et des différents systèmes de l'armée de terre sont prédéterminées. C'est la critique principale de l'auteur envers des exercices dont il reconnaît par ailleurs la bonne conduite et la valeur en termes d'exploration de scénarios.

---

<sup>53</sup> Voir par exemple « Hankuang, No Guts, All Glory », *Taipei Times*, 18 mai 2007.

### 13. Ma Ying-jeou déçoit Pékin<sup>54</sup>

Synthèse commentée de Hubert Kilian à partir de:

Chen Yu-jun, « Ma Ying-jeou s'agenouille pour prier et Pékin se fâche », *Xin Xinwen (the Journalist)* 6 septembre 2007, pp 36-37

Chen Yu-jun, « Pékin ne s'appuie plus sur la confrontation entre majorité présidentielle et opposition parlementaire », *Zhongguo Shibao (China Times)*, 30 août 2007, pages éditoriales.

Chao Zong-hai, « Aucun changement en vue dans la politique taiwanaise de Pékin » *Lianhebao (United Daily News)*, 5 février 2007

Le fait est suffisamment rare pour être noté, un chercheur taiwanais<sup>55</sup> publie en l'espace d'une semaine, deux articles dans la presse taiwanaise en mentionnant son appartenance à une université chinoise plutôt que taiwanaise. Ses deux articles apportent néanmoins un certain nombre d'information sur l'évolution potentielle d'un des volets les plus récents de la stratégie chinoise de réunification, soit celui ayant pour objectif de développer un courant d'opinion favorable à l'idée d'une grande Chine réunifiée au sein de l'opinion publique taiwanaise<sup>56</sup>. Depuis la visite historique du Président du

---

<sup>54</sup> Voir à ce propos Hubert Kilian, « Taiwan: Le Parti communiste chinois saura-t-il faire preuve de tolérance vis à vis de Ma Ying-jeou? » *China Analysis*, numéro 4, mars-avril 2006

<sup>55</sup> Chen Yujun est chercheur invité à l'Institut de recherche sur Taiwan dépendant de l'Université Unifiée de Pékin. Il est aussi professeur à l'Institut de recherche sur les Etats-Unis dépendant de l'Université de la Culture chinoise à Taipei.

<sup>56</sup> Connue sous le nom de stratégie de « Front-Uni », elle devient le volet principal de la politique taiwanaise en 2001 et est explicitement décrite comme ayant pour objectif de « gagner le cœur des Taiwanais ». La stratégie de Front-uni représente ainsi le volet « doux » (軟) d'une politique de réunification alternant les actions « douces » et « dures » (兩手軟硬) et censées fédérer les forces politiques favorables à Pékin pour les premières et prévenir la course indépendantiste taiwanaise pour les secondes. Voir: "China Double Tactics toward Taiwan", *China Reform Monitor*, n° 425, 30 janvier 2002.

Kuomintang Lien Chan en Chine, en avril 2005, un des éléments centraux de cette stratégie visait à s'appuyer sur le Kuomintang pour contenir la politique qualifiée d'indépendantiste de Chen Shui-bian et du Parti démocrate progressiste (PDP). Il semblerait cependant, selon Chen Yu-jun, que le début de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2008 à Taiwan annonce un changement tactique de la part de Pékin. Un point de vue qu'il est toutefois nécessaire de relativiser à la lumière d'un autre article de Chao Zong-hai<sup>57</sup>, moins récent mais complet et notant la constance de la politique de réunification chinoise vis-à-vis notamment des partis politiques taiwanais.

Pour Chen Yu-jun, depuis la fin des années 90, la politique taiwanaise de Pékin a plus été organisée autour de la nécessité de maintenir le *statu quo* dans le détroit de Taiwan que par la volonté de forcer la réunification entre les deux rives, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, la relation de partenariat stratégique construite avec les Etats-Unis après les événements du 11 septembre. Ensuite, la nécessité d'un environnement stable et pacifique dans la perspective d'un renforcement des réformes et de l'ouverture. Enfin, le départ de Lee Teng-hui et l'élection de Chen Shui-bian, qui une fois élu, a déclaré s'engager au maintien du *statu quo* lors de ses deux discours d'inauguration.. Du fait de la conjonction de ces trois facteurs, Chen Yujun note que la Chine, les Etats-Unis et Taiwan ont, chacun de leur côté, cherché à maintenir le *statu quo* et ont manifesté un respect mutuel malgré les différences de perception.

Toujours selon Chen Yujun, un autre facteur clé expliquant l'évolution de la politique de réunification chinoise, a résidé dans l'influence politique du Kuomintang et dans le fait qu'il s'accordait avec Pékin sur la nécessité de maintenir le *statu quo* dans le détroit<sup>58</sup>. Comme le note également Chao Zong-hai, le grand

---

<sup>57</sup> Professeur à l'institut de recherche sur la Chine continentale de l'Université de la culture chinoise à Taipei.

<sup>58</sup> Voir à ce sujet Hubert Kilian « L'avenir de la collaboration entre le Parti Communiste Chinois et le Kuomintang » *China Analysis*, numéro 11-12, décembre 2006-janvier 2007

nombre de forums organisés par le Kuomintang et le Parti communiste tout comme le fait que Ma Ying-jeou ait intégré dans la plate-forme du parti les cinq points de consensus dégagés par Lien Chan et Hu Jintao<sup>59</sup> souligne le degré de confiance et d'espoir de Pékin envers le KMT. Chen Yu-jun considère qu'il y a encore un an, lorsque Ma Ying-jeou était président du Kuomintang, tout le monde s'accordait à considérer que les relations entre les deux rives gagneraient en stabilité et que l'économie irait beaucoup mieux si Ma Ying-jeou était élu. La raison résidait dans le fait que Ma Ying-jeou soutenait le consensus de 1992 et le « principe d'une seule Chine, différentes interprétations<sup>60</sup> » (一中各表) La stratégie du Kuomintang consistait alors à défendre l'esprit de la République de Chine et à critiquer les initiatives du Président Chen Shui-bian et du Parti Démocrate Progressiste comme mettant en danger la stabilité dans le détroit. Une époque révolue et à laquelle Pékin semblerait vouloir mettre un terme.

Dans un article de février 2007, Chao Zong-hai réagissait aux propos d'un membre de la Commission aux affaires continentales à Taiwan, annonçant une évolution de la politique taiwanaise de Pékin dont l'objectif serait d'établir des canaux de communication privilégiés avec le PDP. Une perspective que Chao Zong-hai jugeait improbable et peu réaliste. Ce dernier notait que l'arrivée au pouvoir du

PDP avait certes engendré un accroissement du nombre de contacts avec le Parti par l'intermédiaire notamment d'instituts de recherche chinois mais que cet accroissement des contacts recherché par Pékin avait pour objectif principal de mieux comprendre les intentions politiques de Chen Shui-bian et aurait par ailleurs permis à un certain nombre de responsables de la Commission aux affaires continentales, de la Fondation pour les échanges dans le détroit ainsi qu'à des proches de Chen Shui-bian de se rendre en Chine. Un rapprochement que Chao Zong-hai juge normal mais aussi limité du fait des positions idéologiques du PDP et de la relation très privilégiée entre le PCC et le KMT. Ainsi, en février 2007, Chao Zong-hai refusait de croire à une évolution qui consisterait pour Pékin à ne plus s'appuyer que sur le Parti démocrate progressiste.

Mais selon Chen Yujun, les récentes prises de position de Ma Ying-jeou viendraient sonner le glas de la stratégie de communication privilégiée avec le Kuomintang. L'abandon par M. Ma de la défense des Lignes directrices pour l'unification nationale<sup>61</sup>, la mollesse il a protégé l'esprit du texte constitutionnel de la République de Chine jusqu'au projet de référendum relatif à la « réadmission à l'Onu<sup>62</sup> » (反聯公投) auraient ébranlé la confiance de Pékin en Ma Ying-jeou et dans le Kuomintang. Beaucoup de spécialistes chinois de Taiwan ont ainsi noté qu'après la mise en examen de Ma Ying-jeou pour l'utilisation frauduleuse des fonds spéciaux de la Mairie de Taipei<sup>63</sup>, la côte de popularité de M. Ma a commencé à chuter, provoquant une évolution de ses positions. Selon certains analystes

---

<sup>59</sup>A l'issue de la rencontre avec Hu Jintao en sa qualité de secrétaire général du PCC, un consensus baptisé « vision commune » (共同遠景) est adopté entre les deux partis. Il se décline en cinq grandes directions de travail : la « reprise du dialogue inter-détroit pour le bien-être des populations des deux rives », la « promotion de la fin de l'état d'hostilité et la recherche d'un accord de paix », la « promotion d'échanges économiques et la mise en œuvre de mécanismes d'interaction économique » la construction d'un « forum d'échanges de parti à parti pour des entrevues régulières » et trois accords politiques : La reconnaissance du consensus de 1992, l'opposition commune à l'indépendance et le maintien de la paix et de la stabilité dans le Détroit.

<sup>60</sup> C'est le sens du consensus auquel sont parvenus de manière orale Pékin et Taipei en 1992 et selon lequel il n'existe qu'une seule Chine dont chacune des parties en retient une interprétation différente. Un consensus dont le Président Chen Shui-bian a par la suite nié l'existence.

---

<sup>61</sup> En février 2006, contre l'avis de Washington, Chen Shui-bian met « hors de fonctionnement » le Conseil national pour l'unification et « suspend » les Lignes directrices pour l'unification nationale, revenant ainsi sur ses engagements précédents.

<sup>62</sup> « KMT to hold referendum on UN bid », *Taipei Times*, 29 juin 2007. .

<sup>63</sup> Ma Ying-jeou avait mis en examen en février 2007 pour l'utilisation frauduleuse des fonds spéciaux de la mairie de Taipei durant la période où il avait exercé les fonctions de Maire de la ville, de 1998 à 2005. En août 2007, il est acquitté par le Tribunal de Taipei qui prononce un non-lieu mais le bureau du procureur fait appel de la décision.

chinois, Ma Ying-jeou serait animé par une telle volonté de devenir Président qu'il aurait cherché à flatter une autre partie de l'électorat taiwanais. Pour d'autres universitaires à Pékin, le KMT rivaliserait ainsi avec le PDP en termes de discours électoraliste. Chen Yu-jun affirme que le fait de voir que le Kuomintang se met à jouer sur les mots comme son principal rival, déclarant par exemple la nécessité de « retourner » (反) à l'Onu plutôt que d'y être « admis » (入) estompe à Pékin la perception des différences entre les deux partis politiques, ce qui justifierait une évolution tactique. Pékin n'accorderait ainsi plus aucune confiance à celui qui est aujourd'hui qualifié d'opportuniste, de lâche et de couard, condamnant ainsi la volonté de M. Ma d'entrer en compétition avec Chen Shui-bian pour apparaître plus « Taiwanais » que lui.

Le Kuomintang aurait envoyé plusieurs délégations à Pékin afin d'expliquer et de justifier la nature électoraliste des récents discours de Ma Ying-jeou, assurant Pékin que le candidat prenait la responsabilité de ces discours de nature ponctuelle. Mais selon Chen Yuju, malgré les explications du Kuomintang selon lesquelles ces positions représentent un compromis réaliste (現實妥協), Pékin accuserait le parti de se laisser porter par les événements et d'abandonner la bataille. Toujours selon Chen Yu-jun, ce serait surtout l'attitude de Ma Ying-jeou et sa thèse « un Taiwan, plusieurs interprétations<sup>64</sup> » (一台各表論) qui auraient poussé Pékin à comprendre que le Kuomintang ne pouvait plus représenter la force principale sur laquelle s'appuyer pour contenir l'expansion de l'indépendantisme.

Ainsi, Chen Yu-jun affirme que Pékin semble considérer que la stratégie électorale de Ma Ying-jeou est de se faire détester par la Chine pour se donner une image d'homme capable de résister à Pékin aux yeux des électeurs, une

stratégie qui agace la Chine dans la mesure où M. Ma se proclame dans le même temps comme le seul à être capable de négocier les liaisons aériennes directes avec Pékin. Il semblerait donc, selon Chen Yu-jun, que Pékin considère que si Hsieh Chang-ting, le candidat du PDP, est aussi capable de négocier avec Pékin sur les dossiers relatif aux relations entre les deux rives et qu'il obtient de surcroît le soutien de Washington, Ma Ying-jeou ne disposerait alors plus d'avantages comparatifs tandis qu'une proximité de positions sur la question du statut de Taiwan entre les deux principaux partis taiwanais ferait perdre au KMT son rôle privilégié à Pékin. L'esprit qui avait présidé à la coopération entre le KMT et le PCC devrait donc subir un ajustement. Chen Yu-jun considère ainsi très clairement que Pékin cessera de s'appuyer sur la confrontation entre la majorité présidentielle et l'opposition parlementaire mais au contraire développera une approche réaliste de ses intérêts d'Etat (現實國家利益) et observera les développements politiques taiwanais avec une vision plus conforme à ses stricts intérêts. Bien que la nécessité de fonder un espoir sur la population taiwanaise<sup>65</sup> n'a pas à être remise en cause, Chen Yu-jun conclut qu'il est nécessaire de procéder à un rééquilibrage important au profit de forces strictement chinoises sur lesquelles il faut désormais placer la majorité des espoirs. Une conclusion qu'il est cependant bon de pondérer avec les réflexions de Zhao Zong-hai qui cite un membre du gouvernement américain exposant la politique extérieure des Etats-Unis : 70% de l'effort diplomatique en direction d'un Etat sont dirigés envers son gouvernement, pour 30% envers ses partis d'opposition. Et Zhao Zong-hai de conclure à un rééquilibrage naturel des efforts de communication chinois en direction des partis politiques taiwanais dans leur ensemble, à l'image de la diplomatie américaine.

<sup>64</sup> Paradoxalement, cette thèse n'a trouvé que peu d'écho médiatique à Taiwan. « What Ma's position on the 'status quo' means » *Taipei Times*, 27 août 2007. Ma Ying-jeou a par la suite fait une autre déclaration, identifiant Taiwan à la République de Chine, « UN Referendum: 'Taiwan is the ROC,' Ma statement says » *Taipei Times*, 27 septembre 2007.

<sup>65</sup> Voir le message aux compatriotes Taiwanais de Deng Xiaoping le 1<sup>er</sup> janvier 1979 : « We place great hopes on the 17 millions people on Taiwan and also the Taiwan authorities ».

#### 14. Implications stratégiques et électorales des projets de référendum d'entrée à l'ONU

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

« Finalement, les Etats-Unis ont frappé Taiwan d'un lourd revers de main », éditorial, *Zhongguo Shibao* (China Times), 1<sup>er</sup> Septembre 2007.

Kin Heng-wei, « La République de Chine n'est plus, et la suite ? », *Ziyou Shibao* (Liberty Times), 2 septembre 2007.

Shih Cheng-feng, « Le référendum sur l'entrée à l'ONU, comment expliquer la froideur entre Georges Bush et Hu Jintao ? », *Lienhebao*, 7 septembre 2007.

Tang Shao-cheng, « Bien sûr que le Kuomintang doit présenter son référendum de retour à l'ONU ! », *Lienhebao*, 6 septembre 2007.

Lin Cho-shui, « Les attaques des Etats-Unis et de la Chine contre le référendum, une perte pour le camp bleu », *Lienhebao*, 18 septembre 2007.

Chao Tsung-hai, « L'entrée à l'ONU est un moyen, et le référendum, une fin », *Zhongguo Shibao* (China Times), 1<sup>er</sup> Septembre 2007

Le 18 juin, le Président Chen Shui-bian annonce son intention d'organiser un référendum sur la question hautement sensible de l'adhésion de Taiwan à l'ONU sous le nom de « Taiwan » (入聯公投, *rulian gongtou*). Il sera tenu le 20 mars 2008, en même temps que les élections présidentielles. Exclue des Nations-Unies en 1971 à la suite de la résolution 2758 de l'assemblée générale<sup>66</sup>, la République de

<sup>66</sup> La résolution 2758 du 25 octobre 1971 "Considérant que le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine est indispensable à la sauvegarde de la Charte des Nations unies et à la cause que l'Organisation doit servir conformément à la Charte, reconnaissant que les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine sont les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations unies et que la République populaire de Chine est un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, décide le rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits et la reconnaissance des représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations unies, ainsi que l'expulsion immédiate des représentants de *Tchang Kai-chek* du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations unies

Chine, depuis 1992, demande à ses alliés diplomatiques d'introduire chaque année, lors de l'assemblée générale de l'ONU, sa demande d'adhésion à l'ONU, mais sous son nom officiel de « République de Chine ». Cette politique fait l'objet d'un vaste consensus dans la population de l'île<sup>67</sup>. Le 5 juillet, le Kuomintang annonce qu'il lance une procédure de recueil de signatures pour organiser, le jour du scrutin présidentiel, un référendum concurrent de « retour à l'ONU » (返聯公投, *fanlian gongtou*), consultant la population de l'île sur l'adhésion de Taiwan à l'ONU sous une « approche pragmatique et flexible », et sous le nom de « République de Chine » ou tout autre nom susceptible d'obtenir des résultats concrets, dont celui de Taiwan. Le 20 mars 2008, la population taiwanaise sera donc probablement appelée à glisser trois bulletins dans l'urne. Cette situation inédite reflète la compétition électorale sur l'île, chaque référendum étant perçu par le parti l'ayant initié comme un moyen de mobiliser l'électorat derrière son candidat<sup>68</sup>. Mais ses implications stratégiques sont loin d'être négligeables : en plus de provoquer de nouvelles tensions dans le détroit de Formose, Taipei risque de dégrader ses relations déjà fragilisées avec Washington. Il ressort malgré tout des diverses analyses sélectionnées dans la presse taiwanaise l'idée générale que malgré les dommages que cette situation inflige aux relations américano-taiwanaises, le DPP apparaît pour l'heure comme le grand gagnant sur le plan électoral, sans provoquer de crise sérieuse dans les relations inter-détroit. La situation reste cependant volatile. Les deux camps parviendront-ils à s'entendre pour proposer à la population un texte unique, comme l'a demandé la vice-présidente, Annette Lü Hsiu-lien ? Quel sera le degré d'intensité des représailles chinoises ? Jusqu'à quel point la version de Chen Shui-bian et du DPP aura-t-elle

et dans tous les organismes qui s'y rattachent. »

<sup>67</sup> Samia Dana, "La politique de participation taiwanaise à l'ONU", *Perspectives Chinoises*, n°43, septembre-octobre 1997.

<sup>68</sup> Sur l'utilisation du référendum à des fins électorales, à partir de l'exemple de 2004, se reporter à Michael Mattlin, "Referendum as a Form of Zaoshi, the Instrumental Domestic Political Function of Taiwan's Referendum Ploy", *Issues and Studies*, Vol 40, no 2, Juin 2004, pp 155-187.

un impact négatif sur les relations américano-taiwanaises ?

### **Washington, entre exaspération et volonté de réassurance**

Les Etats-Unis ont clairement déclaré leur opposition à la politique d'adhésion à l'ONU sous le nom de Taiwan, à travers des déclarations critiques qui se sont succédées. John Negroponte, le secrétaire d'Etat adjoint, a décrit l'initiative du Président Chen comme un « pas en direction d'une déclaration d'indépendance de Taiwan et d'une altération du statu quo », auquel les Etats-Unis « s'opposent »<sup>69</sup>. Il a appelé les autorités taiwanaises à se comporter de « manière responsable ». Dennis Wilder, directeur des affaires asiatiques au Conseil pour la sécurité nationale, a déclaré que « la participation aux Nations Unies requiert la qualité d'Etat, et jusqu'à présent, ni Taiwan, ni la République de Chine ne sont un Etat dans la communauté internationale »<sup>70</sup>. Thomas Christensen, secrétaire d'Etat adjoint en charge de l'Asie Orientale et du Pacifique au département d'Etat, a estimé que Washington s'opposait au référendum de Chen Shui-bian en raison du « changement de nom » qu'il promeut, une question symbolique, qui suggère que Taiwan tente de modifier le statu quo. Il a aussi considéré qu'un tel référendum n'aurait aucun impact positif sur l'espace international de Taiwan, bien au contraire : « les actions provocatrices de Taipei renforcent la main de Pékin dans son effort pour limiter l'espace de Taiwan, et effraient des amis potentiels qui pourraient aider Taiwan ». Il a en outre qualifié le référendum de « mauvaise initiative politique (...) cachée derrière le drapeau de la démocratie »<sup>71</sup>. Face à ces critiques, le Président Chen a adopté une ligne de fermeté, réaffirmant l'indépendance de Taiwan, son droit souverain à organiser des référendums, et l'injustice de « l'apartheid politique » qui frappe Taiwan dans la société internationale<sup>72</sup>.

<sup>69</sup> « Referendum a Mistake, US Official Says », *Taipei Times*, 29 août 2007.

<sup>70</sup> « Taiwan Move to Join UN Perplexing : White House », *AFP*, 31 août 2007.

<sup>71</sup> « US Tells Taiwan to Back Down on UN Vote », *Straits Times*, 13 septembre 2007.

<sup>72</sup> « Chen Rebuts US Referendum Criticism », *Taipei Times*, 14 septembre 2007.

La presse de l'île concède qu'aucun référendum ne facilitera l'adhésion de Taiwan aux Nations Unies. Selon les intellectuels pro-DPP, Tchang Kai-shek, en 1971, avait refusé de saisir l'opportunité d'une double représentation chinoise à l'ONU, déterminé qu'il était à préserver les apparences de l'unicité de la souveraineté chinoise, tout comme Pékin aujourd'hui. Mais pour le *Zhongguo Shibao*, Pékin disposait déjà à l'époque de la puissance suffisante pour bloquer toute adhésion de la République de Chine. Depuis, l'équilibre des pouvoirs entre Taipei et Pékin n'a cessé de se dégrader, au détriment de Taiwan. Les alliés diplomatiques de Taiwan sont moins nombreux. La Chine, plus influente. Ban Ki-moon, le secrétaire-général de l'ONU, est encore plus pro-Pékin (une dénonciation qui revient systématiquement dans la presse taiwanaise depuis que Ban Ki-moon a déclaré que du point de vue de l'ONU, Taiwan faisait partie intégrante de la République populaire de Chine<sup>73</sup>). Et pour la première fois, un officiel américain de haut rang déclare publiquement que Taiwan ne dispose pas de la qualité d'Etat, condition nécessaire à la représentation à l'ONU. Pour le *Zhongguo Shibao*, sur le plan stratégique, M. Chen n'aura réussi qu'à dégrader davantage les relations américano-taiwanaises. Ce résultat, Pékin était incapable de l'accomplir seul. Par conséquent, la Chine, malgré sa fureur envers la trajectoire politique récente de Taiwan, ne peut que se réjouir d'observer Chen Shui-bian œuvrer pour dénouer le lien Washington - Taipei.

<sup>73</sup> Ban Ki-moon a donné une interprétation erronée de la résolution 2758, en déclarant qu'elle servait de base aux Nations-Unies pour considérer que Taiwan est partie intégrante de la République populaire de Chine, alors que la résolution n'évoque pas Taiwan mais la République de Chine. Comme le dénoncent des sénateurs américains pro-taiwanais, cette interprétation erronée de la résolution 2758 a amené Ban Ki-moon à refuser d'introduire la question de l'adhésion de Taiwan à l'Assemblée Générale alors que les règles de procédure de l'Assemblée posent que le secrétaire-général doit transmettre toute demande d'adhésion à l'Assemblée. Voir « Don't Abandon Taiwan », *Washington Times*, 17 septembre 2007.

Pourtant, contrairement à la campagne référendaire taiwanaise de 2003/2004<sup>74</sup>, le Président Bush n'a pas critiqué Chen Shui-bian. Le représentant américain à l'ONU ne s'est pas prononcé publiquement contre l'adhésion de Taiwan, contrairement aux craintes initiales d'une partie de l'intelligentsia de l'île. Shih Cheng-feng, indépendantiste notoire, note dans les colonnes du *Lienhebao* que Chen Shui-bian a réussi un coup stratégique intéressant dans le triangle de sécurité, en forçant la Chine et les Etats-Unis à réagir peu avant que leurs présidents respectifs se rencontrent à l'occasion du sommet de l'APEC à Sidney (8-9 septembre 2007). L'un comme l'autre ont été dans l'impossibilité de rappeler vertement Taiwan à l'ordre. M. Hu, pour ne pas provoquer d'effets contre-productifs à Taiwan, et M. Bush, pour ne faire aucune nouvelle concession à la Chine. Si Chen Shui-bian a pu agir sans rencontrer trop d'opposition, du moins aucune opposition qui ne soit pas surmontable de la part de Pékin et de Washington, c'est parce que ces deux capitales ne veulent ni rendre la situation encore plus incontrôlable en provoquant Taipei, ni aider le candidat du DPP, Frank Hsieh, à remporter les présidentielles de 2008. Ainsi, Chen Shui-bian a évité les dégâts dans les relations sino-américaines. C'est d'abord parce que les Etats-Unis ne peuvent pas remettre en cause le droit des Taiwanais à organiser des référendums, comme leurs représentants l'ont rappelé à plusieurs reprises, sans trahir leurs propres valeurs. Shih Cheng-feng va jusqu'à considérer que Washington a infligé un camouflet à la Chine, en traçant de nouveau une ligne rouge, cachée derrière une expression pleine de sous-entendus : « Taiwan n'est pas jusqu'à présent un État ». Selon Shih Cheng-feng, la délégation chinoise aurait tenté, sans succès, d'obtenir de Bush une condamnation plus claire lors du sommet de l'APEC. Et les Etats-Unis ont clairement empêché la Chine de demander un vote à l'Assemblée générale de l'ONU sur une résolution inscrivant noir sur blanc que Taiwan fait partie de la Chine.

<sup>74</sup> « Pékin et le référendum défensif de Chen Shui-bian : contrer l'indépendantisme en s'appuyant sur les Etats-Unis », *Les Nouvelles de Chine*, no 12, janvier 2004.

### **Pour le DPP, une stratégie payante**

Pour Shih Cheng-feng, le DPP a enfin retrouvé sa créativité, son énergie et son efficacité, après la longue crise qu'il a traversée<sup>75</sup>. Le DPP contrôle l'agenda politique de Taiwan et place le Kuomintang dans une situation de défense. Depuis le début de l'année, le DPP conserve l'initiative sur l'essentiel des thèmes qui irriguent le débat politique sur l'île : la nouvelle constitution, le bilan des années de loi martiale, la justice transitionnelle, et maintenant, le référendum d'adhésion à l'ONU. Une fois de plus, la stratégie du DPP est conforme à la théorie électorale de la « saillance » (*salience theory*)<sup>76</sup> : il cherche à focaliser l'attention du public sur des questions qui mettent en valeur ses points forts et les faiblesses de son adversaire, avec succès selon Shih Cheng-feng.

Le *Zhongguo Shibao* estime que Washington porte une part de responsabilité dans la quasi irréversibilité de la situation actuelle. Les Etats-Unis ont sous-estimé le fait que Chen Shui-bian a l'opinion publique derrière lui. Dans ces conditions, l'effort diplomatique de Washington s'est trompé de cible et de méthode. Durant l'été, les pressions américaines se sont concentrées sur la personne de Chen Shui-bian, au moyen de déclarations privées envers les dirigeants, les diplomates ou les élus des partis politiques de l'île. Washington aurait sans doute été plus efficace en formulant sa considération et ses inquiétudes d'allié directement à la population de l'île, sous une forme ou sous une autre. Au lieu de cela, pris de court par la rapidité de l'évolution de la situation politique à Taiwan, Washington a choisi d'infliger un humiliant camouflet à Taiwan, par l'intermédiaire de Dennis Wilder, qui a publiquement nié la qualité d'État de Taiwan et de la République de Chine. Mais pour l'éditorialiste du *Zhongguo Shibao*, ces déclarations n'auront pas l'effet escompté. Alors que le DPP ou Lee

<sup>75</sup> « Le Parti Démocrate Progressiste en crise », *China Analysis*, no 4, mars-avril 2006. « Qui va capter les déçus de Chen Shui-bian et du DPP ? », *China Analysis*, no 9, octobre 2006.

<sup>76</sup> Dafydd Fell, *Party Politics in Taiwan, Party Change and the Democratic Evolution of Taiwan, 1991-2004*, Routledge, 2005, pp 18-20.

Teng-hui avaient pu compter, par le passé, sur les attaques de la Chine pour renforcer leur popularité, Chen Shui-bian et le DPP profitent aujourd'hui d'une vague naissante d'anti-américanisme, irriguée par le sentiment d'injustice qu'éprouve la population taiwanaise.

En plus de gains électoraux assurés, le camp pro-indépendantiste, à travers sa stratégie référendaire, pourrait selon certains analystes remporter une forme de victoire stratégique. Selon Chao Tsung-hai, l'objectif central de Chen Shui-bian est de rappeler deux choses à la communauté internationale au moyen d'un référendum médiatisé dans le monde entier. Premièrement, que les 23 millions de Taiwanais sont privés de représentation dans une organisation qui défend les principes d'égalité des peuples et les droits de l'homme. Le rêve de Chen Shui-bian et des Taiwanais serait que la communauté internationale fasse sienne les remarques de John Bolton lors de sa récente visite à Taipei. Selon l'ex-ambassadeur américain à l'ONU, qui n'a jamais caché son soutien personnel à l'adhésion taiwanaise, l'exclusion de Taiwan du système des Nations-Unies décrédibilise l'organisation, qui est fondée en principe sur l'universalité des adhésions. Deuxièmement, Chen Shui-bian cherche à attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que Taiwan, en réalité, jouit d'une souveraineté *de facto* et n'appartient pas à la République populaire de Chine. Enfin, Chen Shui-bian espère que si le référendum est validé<sup>77</sup>, la Chine et le monde entier s'apercevront que la population de l'île soutient le mouvement de changement de nom, et s'accommode mieux du nom de « Taiwan » que de celui de « République de Chine ». La presse pro-indépendantiste veut croire que si la question de l'entrée à l'ONU bénéficie d'une couverture médiatique internationale suffisante, les opinions publiques aux Etats-Unis et dans les pays démocratiques se positionneront en faveur de Taiwan<sup>78</sup>.

Pour Chao Tsung-hai, depuis 2003 et le « référendum défensif », Chen Shui-bian

<sup>77</sup> Le taux de participation au référendum doit être supérieur à 50% du corps électoral, qui doit voter « oui » à la majorité absolue.

<sup>78</sup> Lin Cho-shui, « Referendum Situation Must Now Be Remedied », *Taipei Times*, 26 septembre 2007.

utilise les référendums comme un moyen de projeter sur la scène internationale la réalité de l'indépendance *de facto* de Taiwan. L'adhésion à l'ONU n'est donc pas le véritable objectif de Taipei, qui sait pertinemment que quels que soient le nom employé et la stratégie adoptée, les portes des Nations Unies resteront toujours closes à moins que Pékin n'assouplisse considérablement sa politique taiwanaise. Quel que soit l'équilibre des forces diplomatiques parmi les 192 membres de l'ONU, en supposant qu'il ne soit pas défavorable à Taiwan, la Chine dispose d'un veto, qu'elle peut utiliser pour s'opposer à toute nouvelle adhésion. Enfin, dans les colonnes du pro-indépendantiste *Liberty Times*, Jin Heng-wei se réjouit que les paroles de Wilder portent un dernier coup, fatal, à l'existence de la République de Chine. Pour lui, même le Kuomintang n'y croit plus et les déclarations de Ma Ying-jeou, selon qui les Etats-Unis n'ont « pas complètement nié l'existence de la République de Chine », sont un mensonge de plus, dans la plus pure tradition du Kuomintang, qui aurait trompé la population taiwanaise depuis son arrivée sur l'île en 1949, en tentant d'y sanctuariser un régime qui avait déjà péri en Chine continentale. Il rappelle que si Taiwan n'est pas le nom officiel de l'État taiwanais, de nombreux Etats utilisent à l'ONU un nom différent de leur nom officiel, par exemple la Chine, qui n'est pas représentée sous le nom de République populaire de Chine. Il appelle à ne pas être trop alarmiste quant aux propos de Wilder, qui a ajouté que Taiwan n'était pas « jusqu'à présent » un État, ce qui selon Jin Heng-wei est parfaitement conforme à la réalité. Ainsi, sans que les espoirs d'adhésion à l'ONU de Taiwan ne soient plus minces qu'auparavant, le référendum du DPP avancerait la cause indépendantiste à Taiwan et sur la scène internationale, et favoriserait la victoire de Frank Hsieh en 2008.

### **Le Kuomintang, le grand perdant ?**

Tang Shao-cheng, délégué national du Nouveau Parti<sup>79</sup>, défend la nécessité

<sup>79</sup> Le Nouveau Parti, qui ne dispose que d'un député au Yuan législatif, et un président de région à Kinmen, est né d'une scission du KMT en 1993. Il est pro-unificationniste et défend l'identité chinoise de Taiwan. Il appartient aujourd'hui au « camp bleu », organisé autour du KMT.

d'une version Kuomintang du référendum d'adhésion à l'ONU. Dès l'été, le KMT a assuré qu'il suffisait que le DPP retire son référendum pour qu'il retire le sien. Dans cette mesure, les Etats-Unis concentreront leurs attaques sur le DPP et épargneront le KMT. Selon Tang, l'objectif du Kuomintang est moins d'obtenir une adhésion massive de l'électorat à sa version du référendum, mais plutôt, de faire échouer celui du DPP. Son calcul est le suivant. Tout référendum, pour être valide et donc pour engager le gouvernement, devra au moins obtenir 4,25 millions de suffrages positifs. Selon lui, si le KMT ne propose pas de référendums, la probabilité que la consultation du DPP soit un succès est très haute. En revanche, dans une situation où la population de l'île est consultée deux fois, les électeurs s'aligneront sur leurs partis, et aucun des deux référendums ne sera validé. Ce à quoi il convient d'ajouter qu'il existe aussi une possibilité que seul le référendum du KMT soit validé, dans la mesure où certains poids lourds du DPP ont déjà appelé leurs électeurs à ne pas boycotter le référendum du KMT, alors que le KMT appellera au boycott de la version du DPP, comme en 2004, une situation que Tang n'envisage étrangement pas. Dans chacun de ces cas, Taiwan ne créera pas de problème dans la région, car seule une situation dans laquelle le référendum du DPP serait validé constituerait une défaite stratégique pour Pékin.

Selon Tang, la stratégie référendaire du DPP s'inspire d'Adolf Hitler. En novembre 1933, les électeurs allemands avaient été consultés sur le retrait de l'Allemagne de la société des Nations et de la conférence de Genève sur le désarmement. L'objectif d'une telle consultation était d'interroger la population sur une question à la fois politisée et consensuelle, pour renforcer son adhésion au régime. Tang estime donc que la démocratie directe est à double tranchant. S'il reconnaît qu'il s'agit d'un progrès réel pour la démocratie, il regrette que rien ne permette d'éviter son usage à des fins populistes. Dans ces conditions, si le Kuomintang n'a rien à gagner à présenter sa version d'un référendum, il a tout à perdre, sur le plan électoral, à ne pas la formuler. En outre, sur le plan stratégique, il s'agit de la responsabilité du « camp bleu » de protéger Taiwan contre une radicalisation

de la politique de la Chine à son égard, et contre une dégradation des relations américano-taiwanaises. Sur le fait de proposer un référendum auquel le Kuomintang n'adhère pas, Tang Shao-cheng se défend de manière préventive contre toute attaque sur le terrain éthique. Pour lui, les référendums n'ont déjà plus aucune valeur à Taiwan, car le DPP a continué à mener sa politique d'achat de défenses anti-missiles alors même qu'elle avait été invalidée par le référendum du 20 mars 2004. Dès lors, les référendums sont devenus des outils de campagne électorale et n'ont aucune valeur sur le plan des politiques publiques.

Lin Cho-shui, figure historique du DPP considéré comme le théoricien de l'indépendantisme, et représentant la ligne des opposants à Chen Shui-bian dans le parti (il a démissionné de son poste de député pour protester contre la gestion par le Président Chen des affaires de corruption secouant son entourage) estime que les critiques des Etats-Unis et de la Chine contre le référendum, même visant Chen Shui-bian, font plus de mal au camp bleu qu'au camp vert. Selon Lin, 20% des électeurs du camp vert pensent qu'un référendum est inutile, contre plus de 50% dans le camp bleu. Dès l'été, la stratégie du Kuomintang a consisté à proposer aux électeurs taiwanais une question floue, sans prendre position sur le nom de République de Chine ou de Taiwan, afin d'englober tous les courants de pensée qui traversent la société taiwanaise. Mais une telle attitude aboutit en réalité à éloigner du KMT toute une série de courants. Les unificationnistes fondamentalistes, extrêmement minoritaires, continuent à contester la double représentation de la Chine à l'ONU. Les « losers prudents » (謹慎的失敗者) estiment qu'un référendum rendra l'adhésion à l'ONU encore plus difficile, en entamant le soutien américain à Taiwan et en radicalisant la politique taiwanaise de Pékin : ils s'opposent donc au principe même du référendum. Les « pro-République de Chine », qui désirent que Taiwan entre à l'ONU sous son nom officiel, voient d'un mauvais œil la position du KMT de retrait de son référendum si le DPP en fait autant. Ils critiquent en outre la trop grande flexibilité du KMT quant à la possibilité d'utiliser le nom de « Taiwan » pour rejoindre l'ONU, estimant que le parti trahit son idéologie de base. Enfin, les

partisans d'un changement de nom estiment que le KMT ne les représente pas. Lin Cho-shui considère que le KMT a commis une erreur stratégique en proposant une question trop floue. Cela trahit selon lui la crise de valeurs et l'absence de vision pour Taiwan du KMT, qui lui a tant coûté électoralement depuis 2000. Le KMT ne peut plus revenir à ses valeurs anciennes, d'unification de la Chine sous le drapeau de la République de Chine. Il ne peut accepter les valeurs nouvelles du mouvement de construction nationale taiwanais. Mais il n'a articulé aucun système de valeurs alternatif. Il refuse d'accepter l'injustice du système international, comme le DPP, mais contrairement à son rival, il ne formule aucune stratégie pour tenter de changer un *statu quo* défavorable à la survie de Taiwan. Dans ces conditions, les attaques de Pékin et de Washington contre le référendum sont nuisibles au KMT, car sans message de fond à proposer à ses électeurs, le parti aura de plus en plus de mal à développer une rhétorique justifiant son initiative politique autrement que par le calcul électoral, contrairement au DPP, dont le discours est bien rôdé et s'inscrit ouvertement en porte-à-faux avec les intérêts de la Chine et des Etats-Unis.

## La presse de ce numéro

- **Yanhuang Chunqiu** (*La Chine à travers les âges*) : Mensuel pékinois fondé en 1991, présentant des commentaires sur l'actualité et l'histoire de la Chine, il s'est illustré par certains articles osés, critiqués par le département de la propagande.
- **Caijing** (*Finance et économie*) : Revue bimensuelle basé à Pékin qui adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.
- **Zhongguo Jingji Zhoukan** : hebdomadaire économique du groupe de presse officiel du Quotidien du Peuple, il cherche à « fournir des informations de référence pour les décideurs ».
- **Zhongguo Guoqing Guoli** (*China national conditions and strength*) : Revue mensuelle du Bureau national des statistiques de Chine.
- **Chengming** (*Rivalisons*) : Revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong.
- **Ta Kung Bao** : Quotidien politique de Hong Kong.
- **Xiandai Guoji Guanxi** (*Relations internationales contemporaines*) : Revue académique mensuelle du China Institute for Contemporary International Relations.
- **Guoji Zhanwang**, (*World Outlook*) : bimensuel du Shanghai Institute for International Studies, consacré aux questions stratégiques.
- **Xin Xinwen** (*The Journalist*) : hebdomadaire taiwanais se situant depuis sa création en 1987 en opposition avec le pouvoir, et particulièrement virulent envers le gouvernement de Chen Shui-bian.
- **Lienhebao** (*United Daily*) : l'un des quatre plus grands quotidiens de Taiwan par son tirage, il affiche des positions politiques pro-Kuomintang
- **Zhongguo Shibao** (*China Post*) : l'un des quatre plus grands quotidiens de Taiwan par son tirage, il se situe au centre de l'échiquier politique, tout en étant plus proche du Kuomintang que du gouvernement.

## L'équipe

- **Editeurs** : François Godement, Michal Meidan, Mathieu Duchâtel
- **Contributeurs réguliers** : Michaïl Andrei, Mathieu Duchâtel, Valérie Demeure-Vallée, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta.
- **Et aussi** : Florence Biot, Camille Bondonis, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Lily Dutrey, Jules Friol, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guilheux (CEFC), Eglantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Candice Tran-Dai, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Emilie Tran (CEFC), Joris Zylberman.
- **Remerciements** : CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas.